

Discours du budget 2013 - 2014

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

M. J. Michael Miltenberger
Ministre des Finances

**Quatrième session de la
dix-septième Assemblée législative**

Le 7 février 2013



Kispin ki nitawih̄tīn ā nīh̄yawih̄k ōma ācimōwin, tipwēsīnēn.

Cree

ᑭerih̄tī'īs dēne sūliné yati t'a huts'elkēr xa beyéyati theᑭā ᑭat'e, nuwe ts'ēn yólti.

Chipewyan

If you would like this information in another official language, call us.

English

Si vous voulez ces renseignements en français, contactez-nous.

Français

Jii gwandak izhii ginjik vat'atr'ijāhch'uu zh̄it yinoth̄an jī', diits'āt ginohkn̄i.

Gwich'in

Hapkua titiqqat pijumagupkit Inuinnaqtun, uvaptinnut hivajarlutit.

Inuinnaqtun

ᑕᑭᑭᑦ ᑎᑎᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑭᑦ ᑭᑭᑭᑭᑦ.

Inuktitut

UVANITTUAQ ILITCHURISUKUPKU INUVIALUKTUN, QUQUAQLUTA.

Inuvialuktun

K'éhshó got'īne xad̄á k'é hederi ᑭed̄h̄tī'ē yeriniwē n̄idé dúle.

North Slavey

Edi gondi dehgeh̄ got'īe zhatié k'ēē edat̄'ēh enahddhē nide.

South Slavey

T̄h̄ch̄o yati k'ēē dē wegodī wek'ēhoiz̄o nēw̄o dē, gots'ō goahde.

T̄h̄ch̄o

Introduction

Monsieur le président, cette Assemblée législative a commencé ses travaux avec un plan budgétaire échelonné sur quatre exercices, dont les deux premiers consistent à faire preuve de la discipline budgétaire nécessaire pour renflouer nos réserves de trésorerie, afin de disposer d'un budget d'infrastructures plus élevé au cours des deux derniers exercices. Le budget présenté aujourd'hui est le deuxième de la 17^e Assemblée législative et il témoigne de l'approche coopérative soutenue qui nous permettra d'atteindre les objectifs de notre plan quadriennal.

Notre message a été constant : le plan budgétaire du gouvernement doit produire des excédents de fonctionnement, pour financer les infrastructures et rembourser la dette à court terme. Bien que nous sommes disposés à emprunter pour les infrastructures, nous devons nous assurer d'avoir les moyens de nous permettre ces emprunts tout en conservant la capacité fiscale nécessaire pour continuer d'offrir des programmes et services de haute qualité au cours des années à venir.

Nous devons composer avec un ralentissement de la croissance des recettes, et cela rend les choix budgétaires encore plus difficiles. Par la voie des comités permanents, les députés de cette Assemblée ont contribué à analyser les implications de ces choix et j'aimerais les remercier de leurs efforts et de leur soutien durant ce processus.

À l'automne 2012, nous avons entamé des consultations dans les sept centres régionaux sur le budget afin d'expliquer nos difficultés budgétaires aux gens du Nord et leur donner la possibilité de s'exprimer sur le bien-fondé de nos choix. Les participants ont formulé des commentaires judicieux sur les moyens de faire mieux avec les ressources dont nous disposons et sur l'allocation des nouveaux financements. Ils nous ont dit qu'ils voulaient nous voir combler des besoins immédiats par la prévention, modifier les programmes actuels pour les améliorer ou les rendre plus efficaces, consacrer plus de ressources aux infrastructures et tirer pleinement parti des possibilités économiques selon une approche durable pour l'environnement.

Ce budget découle directement des commentaires que nous avons reçus des comités permanents et des consultations sur le budget menées en 2012. Nous investissons dans la prévention en santé mentale et en toxicomanie, dans les services de sages-femmes,

dans le soutien au développement économique, dans l'efficacité éconergétique et dans l'innovation en matière de prestation des services de santé.

En travaillant avec plus d'efficience et d'efficacité, nous pouvons continuer à offrir un niveau de services élevé et à faire les investissements stratégiques qui nous permettent de réaliser notre vision d'un territoire dont la population, les familles et les collectivités sont fortes, tout en maintenant notre viabilité budgétaire.

Perspectives économiques

En raison de l'incertitude qui plane toujours sur l'économie mondiale, la collaboration soutenue au sein de cette Assemblée est essentielle pour gérer la croissance des dépenses. Les bouleversements qui affligent les marchés mondiaux peuvent nous sembler très lointains, mais les retournements de l'économie mondiale ont une incidence directe et rapide sur nous. De nombreux facteurs sont préoccupants, dont la crise de la dette en Europe, le fragile rétablissement économique des États-Unis, la croissance au ralenti d'économies en développement importantes comme la Chine et l'Inde, ainsi que l'augmentation de la dette des ménages canadiens. Tous ces facteurs posent des risques à l'économie des TNO et au budget du GTNO.

Aux Territoires du Nord-Ouest, des signes positifs pour l'économie se dessinent à l'horizon. Plusieurs indicateurs de santé économique, notamment le revenu d'emploi et les ventes de gros et de détail, sont revenus aux niveaux d'avant la récession. Le nombre de résidents du Nord occupant un emploi est revenu aux niveaux de 2008. Les dépenses d'exploration minière ont augmenté de 44 pour cent en 2012.

Malgré notre situation économique stable, la croissance du produit intérieur brut réel des TNO accuse du retard par rapport aux autres provinces et territoires. Cela est en grande partie attribuable à notre forte dépendance à l'égard de la production de carats de nos mines de diamants, qui a atteint un pic de production. De plus, les prévisions ne prévoient pratiquement pas de croissance en 2013. Parallèlement, l'absence de croissance de notre population touche aussi les employeurs et nuit aux recettes du gouvernement.

Nous savons que nous devons en faire plus pour développer et diversifier notre économie.

Nous devons déployer tous les efforts pour soutenir la vigueur du secteur de l'exploration minière et pour effectuer des investissements stratégiques qui contribuent à établir les conditions économiques propices à l'aménagement de nouvelles mines. C'est pourquoi nous nous réjouissons de l'achèvement de la Stratégie d'exploitation des minéraux des TNO, entamée au cours de l'exercice précédent. Les nouveaux projets de mise en valeur des ressources sont essentiels à la croissance économique, car nos mines actuelles commencent à réduire progressivement leur exploitation. Sous réserve des approbations réglementaires et des conditions économiques propices, jusqu'à sept nouvelles mines pourraient entrer en production au cours des cinq prochaines années pour contribuer à maintenir la vigueur de notre secteur minier. De plus, les ententes de retombées socioéconomiques négociées avec ces importants groupes

d'intérêts miniers contribuent à veiller à ce que les résidents et les entreprises des TNO en retirent le maximum d'avantages.

Au Sahtu, où des sociétés ont engagé plus de 600 millions de dollars en activités d'exploration, des possibilités en dehors de l'extraction minière se dessinent. Cette année, les dépenses dans la région du Sahtu pourraient atteindre plus de 100 millions de dollars, et permettre la création de centaines d'emplois. Nous devons aussi saluer les démarches récentes des entrepreneurs du Nord de partout aux TNO qui diversifient l'économie grâce à des entreprises comme la production d'œufs, l'exploitation maraîchère, la production de granulés de bois, le cinéma et la taille de diamants. Au cours des années à venir, d'autres projets présenteront de nouvelles pistes de diversification de l'économie ténioise, dont la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie et la station-relais pour satellites d'Inuvik, qui est en cours d'aménagement.

Stratégie budgétaire

Les perspectives de croissance de recettes des TNO à moyen terme sont modestes. Dans l'ensemble, nous nous attendons à une croissance des recettes de l'ordre de moins de deux pour cent au cours des trois prochaines années. Cela représente une fraction de la croissance annuelle de six pour cent que nous avons connue au cours de la dernière décennie.

Cela est principalement attribuable au fait qu'on ne prévoit pas que la formule de financement des territoires, qui représente 70 pour cent de nos recettes, augmente au cours de deux prochaines années, à cause de la stagnation de la croissance de notre population et de la réduction des dépenses des provinces.

Une croissance ralentie des recettes fait en sorte qu'il est encore plus difficile de fonctionner selon nos moyens. Combinée au besoin de dégager des excédents de fonctionnement pour financer des infrastructures dont le besoin est criant, la pression exercée par les dépenses renforce l'importance de maintenir la croissance des dépenses sous le niveau de la croissance des recettes, pour veiller à ce que nous disposions des excédents de fonctionnement nécessaires à la réalisation de ces projets. Sans excédents, chaque dollar consacré aux infrastructures représente des fonds empruntés, ce qui nous rapproche de notre plafond d'emprunt et ne nous laisse aucune marge de manœuvre pour réagir à un ralentissement économique potentiel ou faire des investissements stratégiques pour soutenir notre développement et notre croissance économique.

Pour veiller à générer des excédents de fonctionnement, la stratégie budgétaire consistera désormais à limiter la croissance des dépenses de programmes et de services existants. Cela se traduit par un plafonnement de la croissance forcée à 25 millions de dollars en 2014-2015 et à 1,5 pour cent par la suite. Cela nous permettra aussi de commencer à redresser le déficit grandissant en matière d'infrastructures, en augmentant de 50 millions de dollars les investissements dans ce domaine en 2014-2015 et en 2015-2016. Cette stratégie nous permet aussi de faire investissements supplémentaires au tronçon de route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et à la liaison par fibre optique de la vallée du Mackenzie.

La limitation de la croissance des dépenses de fonctionnement assure le maintien des investissements aux infrastructures. Cela nous permet aussi de conserver un « coussin d'urgence » de 100 millions de dollars entre notre dette et le plafond d'emprunt de 800 millions de dollars prévu par la législation fédérale. À l'heure actuelle, nous disposons de possibilités d'emprunt de 190 millions de dollars, mais sans excédents pour contribuer à financer les infrastructures, ces possibilités diminueront rapidement.

Monsieur le président, comme nos frais de service de la dette s'élèvent à moins d'un pour cent des recettes et que notre rapport dette-PIB est l'un des plus bas du pays, nous sommes sûrs de pouvoir nous acquitter de nos obligations financières sans devoir limiter nos programmes et services pour rembourser notre dette. Notre engagement à l'égard de la politique de gestion responsable des finances, qui exige de générer des excédents de fonctionnement suffisants pour financer la moitié de nos dépenses en immobilisations et limiter les paiements de service de la dette à 5 pour cent des recettes, est essentiel pour maintenir des niveaux de dettes viables. La cote de crédit Aa1 que nous a conféré Moody's Investors Service pour la septième année consécutive le prouve.

Le présent gouvernement est déterminé à gérer les recettes de l'exploitation des ressources de manière responsable, au profit des générations actuelle et futures. Cela signifie que nous ne consacrerons pas de recettes provenant de l'exploitation des ressources non renouvelables pour financer les programmes et services gouvernementaux. Notre stratégie budgétaire prévoit des investissements en infrastructures et, à ce titre, notre part des recettes de l'exploitation des ressources permettra de financer des infrastructures stratégiques supplémentaires, de rembourser la dette et de garnir les coffres du Fonds du patrimoine, pour que les futures générations puissent en bénéficier.

Points saillants du budget

Monsieur le président, l'excédent de fonctionnement de 113 millions de dollars du présent budget témoigne de notre engagement à fonctionner selon nos moyens et produit le flux de trésorerie nécessaire au financement de la moitié du budget d'immobilisations que nous avons approuvé à l'automne dernier. En 2013-2014, le total des dépenses prévues au budget augmentera de 56 millions par rapport au montant du budget de l'exercice précédent. Cela comprend 42 millions de dollars pour assumer les coûts liés à la hausse des salaires et d'autres pressions en lien avec la croissance forcée des services existants, 22 millions de dollars en investissements en initiatives prioritaires et 19 millions pour d'autres ajustements et amortissements. Ces augmentations seront partiellement contrebalancées par la somme de 27 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés.

En dépit de nos contraintes budgétaires, le GTNO continue d'accorder la priorité au soutien d'une population en santé et instruite vivant dans des collectivités sûres. Sur chaque dollar, près de 60 cents sont consacrés à l'éducation, aux soins de santé, aux services sociaux, au logement, aux services de police et aux programmes correctionnels.

L'augmentation de nos dépenses de fonctionnement sera financée par des recettes estimées à 1,6 milliard de dollars, soit une hausse de 2,6 pour cent par rapport au budget de dépenses révisés de 2012-2013.

On prévoit que la dette à court terme s'élèvera à 151 millions à la fin de 2013-2014. En ajoutant ce montant à notre dette à long terme, et à la dette de la Société d'énergie des TNO, de la Société d'habitation des TNO et d'autres organismes publics, le total des emprunts du GTNO s'élèvera à 581 millions de dollars au 31 mars 2014, ce qui signifie des possibilités d'emprunt de 219 millions de dollars.

Recettes

Monsieur le président, nous n'alourdirons pas le fardeau fiscal des gens du Nord. Nous n'avons pas introduit de nouvelles taxes ou de nouveaux impôts au budget et n'avons pas augmenté les taxes et impôts existants. Dans un environnement où le coût de la vie et des affaires est élevé, où la croissance démographique stagne et où l'incertitude économique règne, laisser moins d'argent dans les poches des gens du Nord aurait un effet dissuasif sur la croissance économique.

Notre budget maintient cependant notre politique d'indexer les frais en fonction de l'inflation, lorsque cela s'avère possible et pratique. Une inflation stable et constante permet d'éviter de faire des ajustements pénibles et considérables plus tard.

Dépenses

Monsieur le président, notre approche sur les dépenses prévues à ce budget tient compte des discussions menées au sein de cette Assemblée et des priorités générales exprimées lors des consultations sur le budget de 2012 de l'automne dernier. C'est pourquoi nos dépenses sont ciblées. Premièrement, nous les consacrerons à des services de première ligne fondamentaux qui sont axés sur la prévention et une approche holistique en matière de mieux-être. Deuxièmement, nous prévoyons des fonds pour soutenir le développement économique durable. Conscients des pressions que la croissance ralentie des recettes entraînera à l'avenir, les participants ont préconisé d'augmenter notre base de recettes au moyen de la croissance de l'économie et non pas de nouvelles taxes et de nouveaux impôts. Troisièmement, nous investirons dans l'amélioration de l'efficacité et l'efficience des programmes existants.

Investir dans la prévention pour renforcer la santé des résidents et des collectivités

Autrefois, le dicton de nos grands-parents et parents « Mieux vaut prévenir que guérir » était juste. Il l'est toujours aujourd'hui.

La prévention comprend un vaste ensemble de mesures que nous pouvons adopter, qui vont de vacciner les enfants contre la maladie à doter ces mêmes enfants d'une éducation de qualité pour leur assurer un bel avenir. En adoptant une approche

proactive et préventive, cette Assemblée contribuera à réaliser sa vision d'un territoire dont la population, les familles et les collectivités sont fortes.

En traitant la santé mentale et la toxicomanie plus efficacement, on réduit d'autres problèmes de société. L'amélioration des programmes de traitement de la toxicomanie est l'une des priorités du gouvernement. La question a été exprimée à maintes reprises lors des séances de consultations sur le budget.

Le présent budget réagit à cette priorité en allouant 1,15 million de dollars à l'appui des initiatives du plan d'action sur la santé mentale et la toxicomanie Cap sur le mieux-être : Plan d'action 2012-2015 en santé mentale, alcoolisme et toxicomanie, qui a été lancé l'année dernière. De ce montant, 250 000 dollars seront consacrés à la jeunesse, notamment en investissements sur les jeunes à risque, l'intégration de la santé mentale et de la toxicomanie dans le programme scolaire sur la santé, de même que l'élaboration d'un programme de traitement pour jeunes. La prévention, l'intervention précoce et les programmes éducatifs pour nos jeunes présentent le meilleur potentiel de réduction du fardeau de la toxicomanie aux TNO.

De ce montant de 1,15 million de dollars, nous utiliserons 200 000 dollars à financer des projets dans les collectivités pour augmenter les possibilités de traitement de la toxicomanie dans la nature, en nous appuyant sur les recommandations du Forum ministériel sur les toxicomanies et le mieux-être communautaire. Cet investissement finance aussi des initiatives visant à améliorer la gestion coopérative des cas pour les clients qui utilisent les services de divers ministères du gouvernement. Lors des séances de consultation sur le budget, les participants ont sans cesse fait état de frustrations par rapport aux chevauchements et à la médiocrité de la gestion des dossiers et ont recommandé d'adopter une approche centrée sur le client. Nous travaillons dur pour remédier à ce problème. La portion restante du montant de 1,15 million de dollars servira à l'élaboration de programmes de traitement pour jeunes, à améliorer la gestion des cas de personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et veillera à ce que tous les résidents des TNO aient accès à des traitements et à des services de suivi en santé mentale, grâce à un programme de télésanté.

La toxicomanie a de nombreuses répercussions sur la société, la criminalité n'étant pas la moindre. La plupart des délinquants admis dans les établissements correctionnels des TNO souffrent d'une forme d'alcoolisme ou de toxicomanie et le besoin en matière de traitement des toxicomanies est profond dans le système correctionnel. Ce budget alloue 339 000 dollars pour continuer le programme pilote de traitement de l'alcoolisme et de la toxicomanie au Centre correctionnel de Mackenzie Sud.

La prévention consiste aussi à donner à tous nos enfants un bon départ dans la vie, de sorte qu'une enfance heureuse et en santé engendre des adultes en bonne santé et productifs. Chaque année, il y a plus de 700 naissances aux TNO, ou environ deux bébés par jour. Ce budget fait plusieurs investissements qui donneront à ces petits le meilleur départ possible.

Cette année, le GTNO a investi plus d'un million de dollars dans le développement de la petite enfance. Au nombre des initiatives, on peut mentionner le renouvellement du cadre d'action téniois pour la petite enfance, une campagne de sensibilisation publique et l'ouverture de centres de ressources pour l'enfance et la famille dans

deux collectivités. Cet investissement visant à favoriser une enfance en bonne santé pour nos petits se poursuivra en 2013-2014.

Nous savons que le soutien accordé aux mères durant la grossesse et lors de la naissance contribue beaucoup au succès de leurs enfants plus tard. Les services de sages-femmes peuvent constituer un élément important de ce soutien. Ce budget investit 449 000 dollars à titre de première étape pour augmenter les services de sages-femmes à l'échelle des TNO. Cet investissement stabilisera le programme des sages-femmes de Fort Smith, établira un ensemble de normes applicables au programme, fera participer les collectivités à un élargissement plus important du programme et financera des activités de planification visant un programme communautaire de sages-femmes à Hay River.

Nous investissons aussi dans les enfants en réservant 142 000 dollars à l'expansion du programme de vaccination systématique des enfants des TNO, selon les recommandations d'organismes nationaux d'experts en matière de programmes d'immunisation pédiatriques. La vaccination représente l'un des programmes de santé publique les plus rentables. L'universalité des vaccins pour les enfants et les jeunes leur donne une meilleure protection contre des maladies pouvant être fatales.

Investir dans nos enfants constitue la mesure la plus sage que nous puissions adopter. L'année dernière, nous avons souligné plusieurs moments importants dans le soutien à l'éducation de nos enfants, lors de l'ouverture de l'école East Three à Inuvik et du lancement du programme d'études sur les pensionnats, qui est le premier guide pédagogique exhaustif sur le sujet au Canada. Durant cet exercice, nous investissons plus de 150 millions de dollars dans l'éducation de la maternelle à la 12^e année.

Au même titre que nous devons prêter attention à nos jeunes, il faut nous pencher sur nos personnes âgées. Elles sont non seulement des personnes-ressources importantes pour les familles et les collectivités, mais aussi le segment de la population de TNO dont la croissance est la plus rapide. En investissant dans les établissements de soins de longue durée, comme le remplacement de la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus de Behchokò avec un établissement de plus grandes dimensions, nous nous assurons de disposer du nombre de places nécessaires pour répondre à des besoins grandissants.

Mais la brique et le mortier ne font qu'assurer un environnement pour les soins, ils ne les fournissent pas. Des niveaux de dotation adéquats garantiront des soins de qualité dans nos établissements. Ce budget engage 1,13 million de dollars pour augmenter les niveaux de dotation aux trois établissements de soins de longue durée existants de Fort Smith, Fort Simpson et Yellowknife, afin de fournir des soins efficaces, sécuritaires et culturellement pertinents.

Monsieur le président, ce budget poursuit aussi ses investissements dans des initiatives de mise en œuvre du Plan d'action contre la violence familiale, dont des fonds pour terminer la mise en place du programme d'aide pour les hommes violents. Il s'agit d'un programme destiné aux hommes qui usent de violence dans leurs relations intimes et ajoute un autre élément essentiel à une approche holistique de guérison de la violence familiale.

Nous nous réjouissons de l'achèvement de la Stratégie de lutte contre la pauvreté plus tard cette année, qui est une priorité de la législature. Nous répondrons à ses recommandations sur les nouvelles ressources nécessaires en affectant des crédits supplémentaires. En nous attaquant à la pauvreté avec une stratégie d'ensemble, nous contribuons à atteindre les buts de cette Assemblée et des citoyens qu'elle représente.

Investir dans une économie durable

Monsieur le président, créer de nouveaux débouchés économiques et tirer parti de ceux qui se présentent est notre voie la plus sûre pour assurer la prospérité des TNO, tant et aussi longtemps que cela se fait dans une approche durable pour l'environnement.

Nous possédons d'abondantes ressources naturelles, ce qui présente de nombreux débouchés économiques. Si nous soutenons ces débouchés de manière proactive, nos recettes continueront de croître et contribueront à financer nos programmes essentiels. Néanmoins, nous voulons veiller à ne pas séparer ce soutien des mesures que nous prenons pour protéger notre environnement.

Ce budget appuie l'édification d'une économie durable en investissant dans le tourisme, en maximisant les débouchés de l'exploration pétrolière et gazière, tout en investissant aussi dans la protection environnementale, la gestion de l'eau et le développement de sources d'énergie de remplacement. En ce qui a trait au secteur du pétrole et du gaz à lui seul, le potentiel des TNO est évalué à 81 billions de pieds cubes de gaz naturel et à près de sept milliards de barils de pétrole. Dans la région du Sahtu, l'occasion se présente maintenant. Aujourd'hui, notre défi consiste à exploiter ces ressources de manière durable et à veiller à ce que les résidents locaux et les entreprises ténaises en bénéficient le plus possible.

Ce budget investit près de 1,2 million de dollars pour aider les gens du Nord à se prévaloir des avantages associés à l'exploration pétrolière et gazière du Sahtu et à atténuer certaines répercussions. Cela financera des programmes de perfectionnement professionnel et de formation, ainsi que des mesures de soutien aux entreprises locales. Nous financerons aussi la collecte de données environnementales de base supplémentaires sur l'eau souterraine, sur l'eau de surface et sur la faune, ainsi que des évaluations et des démarches d'obtention de permis, tout en augmentant les ressources pour surveiller les activités pétrolières et gazières. Ces fonds fourniront aussi davantage de ressources pour la GRC et un programme de services aux victimes, pour aider le personnel de première ligne à réagir aux demandes supplémentaires, ce qui contribuera à l'objectif de cette Assemblée d'un territoire doté de collectivités sûres.

Notre richesse naturelle est loin de n'être constituée que des ressources non-renouvelables sous nos pieds. Notre eau, notre terre, notre faune et nos citoyens représentent tous des avoirs naturels qui peuvent faire croître notre économie. La portée de ces cadeaux est prodigieuse, allant du tourisme à la production d'aliments, sans oublier la production d'énergie. Cette année, les ventes record de fourrures aux enchères, les débuts de la production d'œufs à Hay River, l'ouverture imminente d'une usine de fabrication de granulés de bois près d'Enterprise et le nouvel atelier de taille de diamants à Yellowknife ne sont que des exemples de ce qui se produit actuellement. Ces initiatives prises par les gens du Nord devraient réfuter le mythe voulant « qu'on n'arrive à rien ici » et contribuer à une reprise dans l'industrie manufacturière.

Comme promis au cours du dernier exercice, nous investissons dans l'élaboration d'une Stratégie sur les débouchés économiques qui nous permettra de suivre l'évolution des débouchés et du potentiel de croissance prodigieux que possèdent les TNO, pour nous assurer d'être en position d'orienter et de gérer cet investissement et cette croissance, ainsi que les utiliser pour mettre en valeur la capacité de nos collectivités et renforcer l'autonomie de notre population.

La voie vers une économie plus stable et plus diversifiée consiste à soutenir et à encourager les entreprises locales. Le GTNO continue de soutenir les petites entreprises qui prennent les risques nécessaires à la croissance de notre économie. Pour ce faire, nous offrons un système d'imposition stable et concurrentiel, des mesures d'aide directe au moyen de programmes, comme celles du Programme d'appui aux entrepreneurs et au développement économique, du financement pour les initiatives économiques traditionnelles et l'accès à du capital, grâce à la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest.

Le tourisme demeure une priorité économique primordiale, tant pour le développement que la diversification de notre économie. Aux TNO, le tourisme représente une industrie de 100 millions de dollars qui soutient l'économie de toutes nos régions. Nous ajoutons à ce budget la somme de 600 000 dollars pour des initiatives de marketing touristique, afin de promouvoir les TNO à titre de destination de voyage. Avec cet investissement supplémentaire, le total du financement du marketing touristique s'élève à 3,1 millions de dollars par année, en plus des fonds de 1,2 million en financement direct aux entreprises touristiques pour le développement et la diversification de produits touristiques. Les parcs et terrains de camping territoriaux sont également un élément clé de nos initiatives pour faire croître l'industrie touristique. Au cours de l'année à venir, nous consacrerons 2 millions de dollars à l'amélioration des immobilisations dans les parcs et sentiers des TNO.

Le pont du Deh Cho n'est pas seulement sur la liste des attractions à ne pas manquer des touristes, mais aussi un investissement incontournable pour le reste de notre économie, en donnant un accès praticable toute l'année à la région du Slave Nord. Nous continuons à réduire notre déficit infrastructurel, grâce aux dépenses en immobilisations de 138 millions de dollars qui ont été approuvées en novembre dernier pour l'exercice 2013-2014. Les investissements dans les infrastructures présentent le double avantage de générer des emplois et des possibilités de formation, particulièrement dans les petites collectivités où les possibilités pourraient être limitées, et de léguer des avantages durables sous forme de routes, d'écoles et de centres de santé. À long terme, les infrastructures appuient notre objectif d'assurer la prospérité des TNO, en donnant accès aux fournitures et aux marchés.

Monsieur le président, notre gouvernement demeure déterminé à faire diminuer le coût élevé de l'énergie pour les familles et des entreprises des TNO, de même qu'à atténuer les retombées de notre consommation d'énergie sur l'environnement.

Lors du dernier exercice, nous avons atténué l'impact de la hausse des tarifs de la Société d'énergie des TNO en 2012-2013 en allouant des fonds pour contrebalancer une portion de cette hausse. Le budget de 2013-2014 réserve une somme 9,4 millions de dollars dans le même but. Nous poursuivons donc l'engagement de ce gouvernement à offrir aux gens du Nord une stabilité de tarif pendant la transition de la Société vers des tarifs plus élevés.

Nous maintenons aussi notre engagement d'investir dans des solutions à long terme pour réduire les coûts et la consommation d'énergie, en consacrant 5,15 millions de dollars à des initiatives de fonctionnement et d'immobilisations en 2013-2014. Nous possédons l'un des plus grands potentiels d'énergie renouvelable du monde et les investissements permettant de réaliser ce potentiel sont essentiels à notre croissance à long terme.

De nos investissements, environ 400 000 dollars seront consacrés à faire diminuer les coûts des nouvelles technologies des consommateurs, des entreprises et des collectivités au moyen de programmes de rabais et de subventions. Une autre tranche de 250 000 dollars est allouée à la préparation d'une demande d'approbation réglementaire pour le projet de ligne de transmission à Whatì, qui pourrait permettre à cette collectivité de ne plus dépendre du carburant diesel pour produire de l'énergie, en étant raccordée au réseau hydroélectrique.

Nous demeurons fermement déterminés à diversifier nos sources d'énergie en investissant dans l'énergie de remplacement, dont des sources conformes à la Stratégie ténoise sur l'énergie solaire et à la Stratégie ténoise sur le biocombustible. Un investissement de 250 000 dollars servira à établir des systèmes d'énergie solaire dans deux collectivités utilisant des groupes électrogènes alimentés en carburant diesel, en misant sur le succès remporté par le récent projet d'énergie solaire de Fort Simpson. Des fonds de 100 000 dollars seront consacrés au développement d'un projet d'énergie éolienne communautaire à petite échelle.

Plus de 2 millions de dollars cibleront les initiatives de biocombustible, dont 1,6 million de dollars pour l'approbation supplémentaire que nous demanderons afin de convertir l'école et l'aéroport de Norman Wells et de passer à l'utilisation de combustibles tirés de la biomasse. Ces deux projets seront les premiers projets de biomasse à grande échelle à l'extérieur des régions du Slave Nord et du Slave Sud. Ils témoignent de notre engagement d'élargir la chaîne d'approvisionnement en biocombustible aux collectivités situées dans la vallée du Mackenzie. Nous continuons de travailler à trouver des solutions à long terme pour les collectivités dont l'approvisionnement en énergie est incertain, notamment en allouant 100 000 dollars pour faire progresser la possibilité de recourir au gaz naturel liquéfié à Inuvik.

Nous nous penchons actuellement sur l'élaboration d'un plan global de planification énergétique qui tient compte des commentaires recueillis à l'échelle du Nord. Nous avons reçu de nombreuses suggestions sur ce que nous devons faire pour relever les défis et saisir les possibilités qui se présentent aux TNO aujourd'hui. Il est manifeste que le renforcement de notre économie dépend d'un approvisionnement en énergie à taux abordables pour l'industrie et les collectivités. Le gouvernement se réjouit de pouvoir travailler avec les députés de l'Assemblée législative pour finaliser ce plan, en vue de le publier plus tard ce printemps.

Les investissements apportés aux sources d'énergie de remplacement présentent des débouchés économiques importants et améliorent la santé de notre environnement. Un environnement sain pouvant soutenir les générations d'aujourd'hui et de demain n'est pas incompatible avec la croissance économique. Il en constitue plutôt un fondement. Le budget 2013-2014 consacre 72 millions de dollars à la protection de l'environnement. Nous poursuivons les travaux de mise en œuvre de la Stratégie sur les gaz à effet de serre, collaborons à des mesures de gestion pour les hardes de caribou de la toundra et

terminons la nouvelle *Loi sur la faune*. Le budget alloue aussi 523 000 dollars pour poursuivre les négociations en vue d'accords sur les eaux transfrontalières, qui s'inscrivent dans nos démarches de mise en œuvre de la Stratégie d'intendance des eaux des TNO. La conclusion d'accords de gestion sur les eaux transfrontalières est une pierre angulaire pour assurer la santé et l'intégrité écologique de nos eaux nordiques

Prestation efficace et efficiente de services

L'un des buts de la 17^e Assemblée est de continuer à améliorer l'efficacité et l'efficience du gouvernement. Dans le contexte actuel de croissance lente des recettes, alors que nous devons en faire plus avec moins, ce but est encore plus impérieux. Dans le cadre de nos efforts d'amélioration continue, notre bureau d'examen des programmes travaille en étroite collaboration avec les ministères et les députés de l'Assemblée législative afin de garantir que nos ressources sont utilisées à bon escient.

Durant les consultations de 2012 sur le budget, les participants ont discuté des possibilités d'améliorer la prestation des programmes et services gouvernementaux en réallouant les fonds au sein des programmes et en éliminant les chevauchements et d'autres formes de « fardeau » administratif. Nous sommes toujours en train d'examiner les suggestions; cependant, nous avons prévu plusieurs investissements importants dans ce budget pour améliorer nos services actuels en apportant des innovations, en gardant les services dans le Nord et en réalisant des économies dans le domaine éconergétique.

Monsieur le président, le monde des soins de santé évolue et les nouvelles technologies offrent de belles possibilités pour transformer la prestation des services et les offrir à nos résidents. Les dossiers médicaux électroniques maintiennent une continuité de soins, faisant en sorte que les médecins et le personnel infirmier suppléants puissent immédiatement accéder aux antécédents d'un patient. Ils constituent aussi un outil essentiel pour le traitement des maladies chroniques, en affichant des rappels automatiques de traitements planifiés et en permettant aux professionnels des soins de santé de demander des consultations en temps réel avec des spécialistes. Cela garantira que tous les résidents du Nord ont accès à un niveau constant de soins, souvent sans devoir se déplacer. Ce budget alloue 489 000 dollars à la mise en œuvre graduelle du système des dossiers médicaux électroniques, jetant les bases d'une future mise en œuvre à l'échelle du territoire.

Les coûts associés aux déplacements pour raisons médicales sont un facteur important dans le budget et nous continuons de tenter de réduire la nécessité de ce type de déplacements. Les changements survenus en matière de traitement des maladies chroniques font en sorte que nous pouvons en traiter davantage sur place, ce qui réduit les besoins en matière de déplacements dans le Sud pour se faire soigner. En 1996, nous avons commencé à fournir des services de dialyse au territoire. Dans ce budget, nous investissons 229 000 dollars de plus pour continuer d'offrir ces services essentiels aux TNO. Sans cet investissement, les TNO ne pourraient maintenir le fonctionnement des unités de dialyse et dépenseraient plus de 1,8 million de dollars par an pour envoyer les patients actuels se faire traiter en Alberta.

Nous investirons aussi 472 000 dollars pour améliorer les services d'évacuation médicale afin de garantir des niveaux de services de qualité exemplaire à tous les

résidents du Nord. Les services d'évacuation médicale sont des services essentiels de sauvetage dans toutes les collectivités des TNO. Cet investissement initial finance le tri et la coordination lors des évacuations médicales, pour veiller à ce que les ressources permettant de sauver des vies soient disponibles pour les patients concernés au moment crucial.

Enfin, le budget consacre 550 000 dollars à l'établissement d'un leadership clinique à l'échelle du système. Ces fonds permettront d'assurer des niveaux constants de soins aux patients aux TNO et de veiller à ce que notre système demeure à la fine pointe, en harmonie avec les nouvelles normes de soins établies à l'échelle nationale.

Ce budget poursuit aussi nos efforts pour améliorer l'efficacité éconergétique globale de notre gouvernement. En plus du montant de 1,2 million de dollars approuvé pour le programme du fonds de rénovation des immobilisations, ce budget réserve 700 000 dollars à l'installation de chaudières éconergétiques alimentées en granulés de bois pour les logements sociaux. Tous les ans, nous consacrons environ 7 millions de dollars en combustible de chauffage pour le programme de logements sociaux. Nous continuons d'examiner des possibilités d'augmenter l'efficacité éconergétique et les économies de coûts des biens actuels du gouvernement.

Monsieur le président, l'une des priorités de la 17^e Assemblée législative est d'augmenter les possibilités d'emploi là où les besoins sont les plus criants. L'un des moyens d'y parvenir est de décentraliser davantage de postes du GTNO et de rapprocher notre gouvernement des gens qu'il sert. Nous pouvons en constater l'importance dans la réussite des guichets de services uniques qui aident les résidents des collectivités rurales et éloignées à comprendre les programmes territoriaux et fédéraux et à accéder à leurs services. Forts du succès remporté par les 13 guichets déjà existants aux TNO, nous ouvrirons trois guichets de service uniques supplémentaires en 2013-2014.

Mais ce n'est pas tout. Au total, 18 postes seront décentralisés à l'extérieur de Yellowknife en 2013-2014. Cela s'ajoute aux 11 nouveaux postes proposés en vertu de divers programmes déjà mentionnés, dont la réponse du gouvernement aux activités dans le Sahtu. La distribution équitable des avantages économiques associés à un emploi dans la fonction publique veillera à ce que chaque région en bénéficie. Nous continuerons de prendre des mesures permettant de maintenir cette distribution à l'échelle du territoire.

Regard vers l'avenir

Cette Assemblée en est à sa deuxième année en chambre. Nous avons fait progresser plusieurs de nos priorités, dont l'augmentation de notre plafond d'emprunt, l'application du nouveau barème de loyers des logements sociaux et les investissements pour pallier notre déficit en matière d'établissements de santé. Les investissements décrits dans ce budget s'attaquent aux priorités restantes que nous avons établies dix-huit mois auparavant.

Pour ce qui est de l'avenir, nous savons que la croissance des recettes ralentit. Nous avons travaillé fort pour nous assurer que les transferts fédéraux tiennent compte de

notre situation unique et, en décembre, le ministère fédéral des Finances a annoncé que la formule de financement des territoires (FFT) allait continuer à utiliser la formule visant à combler les écarts, laquelle reconnaît les coûts accrus de la prestation des services dans le Nord. Cette garantie est cruciale pour un programme qui représente la majorité de nos recettes. Néanmoins, elle n'efface pas la réalité d'une très faible augmentation de la FFT au cours des deux prochaines années et que, dans ce contexte de conditions économiques fragiles, il n'est pas prudent d'augmenter les recettes à partir de taxes et d'impôts supplémentaires. En raison de notre petite assiette fiscale, cela serait inefficace. Nous avons plutôt l'intention de fonctionner selon les moyens dont nous disposons à l'heure actuelle.

Nous continuerons de travailler avec le gouvernement fédéral à un plan à long terme sur les infrastructures publiques qui se poursuivra après la fin du Plan d'infrastructure Chantiers Canada en 2014. En vertu de ce plan, les TNO ont bénéficié de centaines de millions de dollars en financement pour les infrastructures. Nous souhaitons former un partenariat avec le gouvernement fédéral pour établir un nouveau plan d'investissements infrastructurels stratégiques qui soutiennent une croissance et une prospérité économiques à long terme. Les partenariats sont essentiels aux projets comme le tronçon de route fort attendu reliant Inuvik à Tuktoyaktuk.

Nous allons de l'avant avec des débouchés stratégiques comme le projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie. Ce projet dotera la vallée d'un service de transmission de données à haute vitesse et produira d'importantes retombées positives pour le développement économique et communautaire, de même que la prestation des services gouvernementaux. Le présent budget engage 7 millions de dollars pour continuer à faire avancer ce projet.

Notre détermination à générer des excédents de fonctionnement, grâce à notre stratégie budgétaire, est ce qui nous permet d'aller de l'avant avec ces débouchés. Nous savons que cela deviendra de plus en plus difficile alors que la croissance des recettes ralentira, mais nous avons déjà réalisé de grands progrès pour ce qui est de protéger des programmes existants et de faire des investissements prioritaires. Nous sommes prêts à relever le défi en collaborant pour gérer la croissance de notre budget de fonctionnement.

Nous nous réjouissons de la conclusion de l'entente de transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources dans un proche avenir. Le pouvoir et le contrôle sur nos ressources est l'un des moyens les plus immédiats et tangibles de faire croître nos recettes et notre économie dans les années à venir. Nous avons adopté la voie de la viabilité budgétaire, pour que les recettes d'exploitation des ressources découlant de cette entente puissent servir à investir dans les infrastructures afin de faire croître notre économie, à rembourser notre dette et, s'il y a lieu, à garnir les coffres du Fonds du patrimoine pour les générations de demain. Pour soutenir davantage la croissance économique aux TNO et répartir les avantages du transfert, nous nous sommes aussi engagés à partager une portion de ces recettes d'exploitation des ressources avec les gouvernements autochtones participants, pour contribuer à renforcer la capacité et à exploiter les débouchés dans les régions et les collectivités.

Conclusion

Ce budget nous garde sur la voie que nous avons adoptée durant le dernier exercice, qui consiste à fonctionner selon nos moyens tout en nous permettant de faire des investissements stratégiques dans des secteurs qui ont besoin d'attention. Nos nouvelles initiatives en matière de dépenses tiennent compte des questions soulevées par les députés de l'Assemblée législative et reflètent les idées et préoccupations exprimées lors des consultations de 2012 sur le budget.

Ce budget fait des investissements dans les priorités du caucus comme la prévention, le développement de la petite enfance, les programmes de traitement de la toxicomanie, ainsi que des améliorations et des innovations à la prestation des soins de santé, pour garantir un système de soins de santé qui soit juste et durable. Les investissements qui renforcent et diversifient notre économie, comme la liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie, le marketing touristique et la décentralisation des postes pour augmenter les débouchés à l'échelle des TNO, sont essentiels à l'édification d'un avenir prospère. Ce budget prévoit aussi des ressources pour veiller à l'intendance responsable de notre terre et de nos eaux au moyen de partenariats et pour poursuivre les négociations sur le transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources.

Monsieur le président, nous avons sciemment pris la décision collective de faire de très gros efforts sur le plan budgétaire en tant que législature. Nous maintenons et protégeons nos services et nos programmes, tout en investissant simultanément dans des infrastructures majeures et essentielles comme le pont et, désormais, le tronçon de route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. Nous sommes parvenus à faire tous ces investissements en maintenant les excédents de fonctionnement nécessaires au financement des infrastructures, mais notre travail n'est pas terminé. Pour être en mesure de jouir d'un avenir économique autonome et diversifié, nous devons maintenir le cap et continuer de contrôler la croissance des dépenses, pour conserver une position budgétaire viable et néanmoins investir dans les infrastructures.

Discours du budget

2013 - 2014

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

A ♦ Examen économique

B ♦ Examen fiscal

Le 7 février 2013

EXAMEN ÉCONOMIQUE

Perspective d'avenir

L'économie des Territoires du Nord-Ouest (TNO) continue de se rétablir péniblement de la récession économique mondiale de 2008 et 2009. De 2007 à 2012, le produit intérieur brut (PIB) réel a baissé de 25 pour cent et on s'attend à ce qu'il augmente de 0,2 pour cent de 2012 à 2013. Le taux d'emploi n'est pas revenu au niveau atteint avant la récession et on ne prévoit pas qu'il le fasse en 2013.

L'économie des TNO dépend considérablement des échanges internationaux. En 2011, les exportations internationales représentaient près du tiers du PIB des TNO, malgré la baisse de 32 pour cent qu'elles ont subi entre 2007 et 2011. La décroissance des exportations internationales est l'une des principales causes de la baisse du PIB réel. Pour l'année 2013, on s'attend à ce que les échanges internationaux demeurent bien inférieurs aux niveaux atteints avant la récession en 2013 et vulnérables à des risques de baisse. Ces risques sont attribuables au malaise économique actuel de l'Europe et à la volatilité des marchés financiers et du prix des produits de base à l'échelle mondiale. Comme on a pu le constater en 2008, lorsque la production diamantifère des TNO a connu une chute spectaculaire à cause de la crise financière, les événements qui se produisent à l'étranger peuvent avoir des répercussions considérables sur l'économie des TNO.

Le rétablissement économique est plus long aux TNO que dans les autres provinces ou territoires du Canada, et il est probable que le PIB réel des TNO demeurera inférieur au niveau qu'il avait atteint avant la récession pendant un certain temps. On s'attend à ce que le PIB réel augmente à court terme, car de nouveaux projets de ressources minérales sont en cours de construction et entreront en exploitation. Sous réserve des approbations réglementaires, on s'attend à ce que plusieurs projets de ressources minérales soient développés et entrent en exploitation au cours des cinq à dix prochaines années. En 2012, la région du Sahtu a connu une augmentation importante de l'exploration pétrolière.

Tableau 1 : Perspective économique

Indicateur	2008	2009	2010	2011	2012e	2013p
Produit intérieur brut, en millions chaînés (\$ de 2007)	4 280	3 637	3 711	3 521	3 529	3 535
<i>Pourcentage de changement</i>	-9,0	-15,0	2,0	-5,1	0,2	0,2
Total des investissements, en millions chaînés (\$ de 2007)	1 572	1 093	1 206	1 087	1 183	1 367
<i>Pourcentage de changement</i>	-20,4	-30,5	10,3	-9,9	8,9	15,5
Dépenses des ménages, en millions chaînés (\$ de 2007)	1 298	1 288	1 307	1 323	1 302	1 308
<i>Pourcentage de changement</i>	2,4	-0,8	1,5	1,2	-1,6	0,5
Dépenses du gouvernement, en millions chaînés (\$ de 2007)	1 536	1 638	1 751	1 768	1 798	1 805
<i>Pourcentage de changement</i>	0,4	6,6	6,9	1,0	1,7	0,4
Exportations, en millions chaînés (\$ de 2007)	2 742	2 458	2 663	2 470	2 480	2 453
<i>Pourcentage de changement</i>	-12,4	-10,4	8,3	-7,2	0,4	-1,1
Importations, en millions chaînés (\$ de 2007)	2 949	2 902	3 277	3 222	3 308	3 465
<i>Pourcentage de changement</i>	-8,0	-1,6	12,9	-1,7	2,7	4,7
Emplois (résidents), nombre de personnes	22 700	21 300	21 500	22 700	22 600	22 600
<i>Pourcentage de changement</i>	-3,0	-6,2	0,9	5,6	-0,4	0,0
Rémunération hebdomadaire moyenne, en dollars	1 090	1 145	1 191	1 245	1 295	1 332
<i>Pourcentage de changement</i>	4,0	5,0	4,1	4,5	4,0	2,9
IPC (ensemble), Yellowknife, 2002 = 100	115,2	115,9	117,9	121,6	124,4	127,0
<i>Pourcentage de changement</i>	4,0	0,6	1,7	3,1	2,3	2,1

Source : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

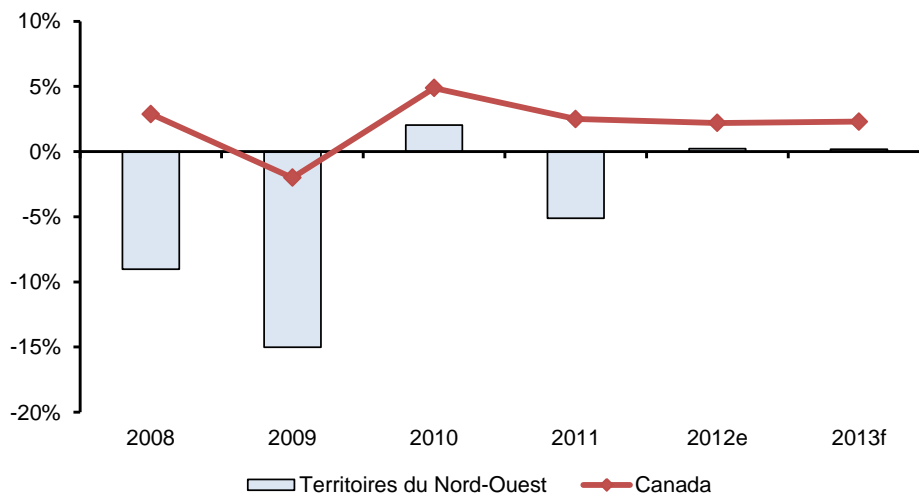
(e) estimation

(p) prévision

Résultats économiques de 2011

Le rétablissement de l'économie des TNO à la suite de la crise financière et économique mondiale a représenté un défi constant. On estime que le PIB réel (valeur de tous les biens et services produits, corrigée en fonction de l'inflation) a baissé de 25,2 pour cent par rapport à son niveau d'avant la récession, entre 2007 et 2011. En 2011, le PIB réel a diminué de 5,1 pour cent. Selon des estimations récentes, le PIB réel a connu une modeste hausse de 0,2 pour cent en 2012.

Changements annuels du produit intérieur brut réel, TNO et Canada



(e) estimation

(p) prévision

Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Le recul économique est attribuable à une chute de 40,7 pour cent du volume de production de carats de l'industrie du diamant entre 2007 et 2011. Cette réduction reflète de nombreux facteurs, dont le passage à l'exploitation souterraine, l'utilisation de minerais à teneur inférieure, conformément aux plans d'exploitation minière, et la prise de décisions sur la gestion des mines, notamment des ralentissements et des interruptions d'exploitation planifiés et imprévus. Une nouvelle mine de diamants, Gahcho Kué, pourrait entrer en production dès 2015 ou 2016. Les industries associées aux mines de diamants, comme le transport et le commerce de gros, ont subi d'importantes baisses de taux de croissance de 2007 à 2009, avant de se stabiliser en 2010. Les taux de croissance des industries de services se sont modérés après 2007, mais ont continué à afficher de modestes hausses.

L'économie des TNO est intégrée aux économies nationale et mondiale. Le secteur des ressources non renouvelables est le secteur privé qui constitue le plus important élément de l'économie des TNO. Les prix de ses produits de base sont établis par les marchés mondiaux et les ressources des TNO sont expédiées vers des marchés extérieurs. En 2012, l'économie des États-Unis a connu une hausse estimée à 2,1 pour cent et on anticipe une croissance modeste en 2013. L'Europe continue d'être en proie à des difficultés économiques. Les économies de la zone euro se sont contractées

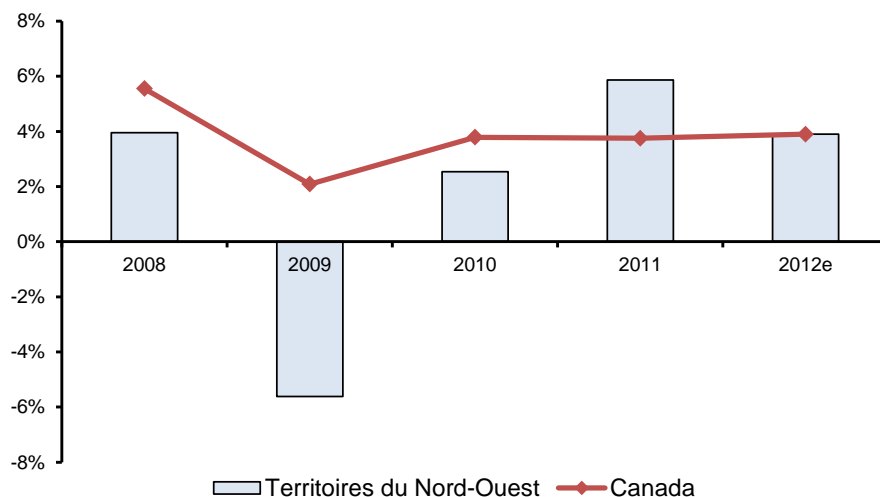
d'environ 0,5 pour cent en 2012 et la croissance anticipée pour 2013 est de moins de 1,0 pour cent. En Chine et en Inde, la croissance a été plus lente que ce qu'on prévoyait pour 2012. Cependant, on s'attend à ce que l'Asie demeure un moteur de croissance, avec une expansion de 2 points de pourcentage plus rapide par rapport au reste du monde en 2013.

La Banque du Canada prévoit que le PIB réel canadien augmentera de 2,2 pour cent en 2012 et, par la suite, de 2,3 pour cent et de 2,4 pour cent en 2013 et en 2014, respectivement. On s'attend à ce que les dépenses des ménages se maintiennent à un niveau allant de modérées à élevées en 2012 et en 2013, en partie à cause des taux d'intérêt favorables. Le niveau de dette des ménages canadiens demeurera élevé. Par conséquent, des changements de variables économiques comme des taux d'intérêt grandissants ou l'affaiblissement du secteur du logement pourraient avoir des répercussions négatives sur l'économie canadienne. On prévoit que les investissements d'entreprise demeurent robustes. La force du dollar canadien continuera de réduire la balance commerciale.

Revenu personnel

Le revenu personnel disponible est le revenu net d'impôt de toutes sources que gagnent les résidents des TNO. Il favorise les dépenses de consommation qui représentent, en moyenne, 30 pour cent du PIB du territoire. Après une baisse de 6,7 pour cent de 2008 à 2009, le revenu personnel disponible gagné par les résidents a augmenté de 5,4 pour cent de 2009 à 2010. Le revenu du travail, qui représente une grande proportion du revenu personnel, s'est accru de 5,4 pour cent au cours des neuf premiers mois de 2012 par rapport à la même période en 2011, ce qui suggère que le revenu personnel a probablement aussi connu une hausse en 2012. Au niveau national, où les dépenses de consommation représentent plus de 55 pour cent du PIB, le revenu personnel disponible a augmenté de 3,8 pour cent en 2011.

Variation annuelle en pourcentage du revenu personnel disponible, TNO et Canada



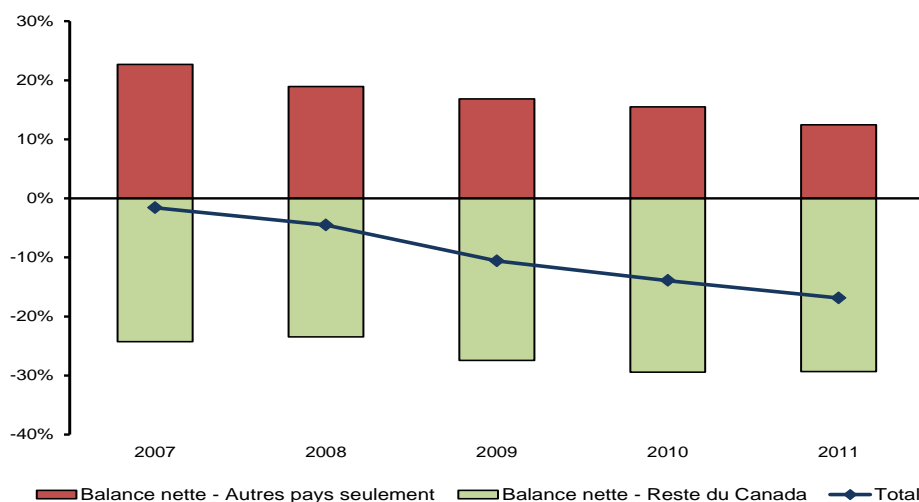
(e) estimation

Source : Statistique Canada et Finances TNO

Échanges commerciaux

L'économie des TNO dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et avec le reste du Canada. Les TNO exportent des ressources naturelles vers des marchés internationaux et importent des biens et des services en provenance du sud du Canada principalement, afin de soutenir l'industrie et la consommation personnelle. Relativement au PIB réel, l'excédent commercial avec d'autres pays diminue depuis 2007. Au cours de la même période, les échanges commerciaux avec le reste du Canada ont augmenté, ce qui a entraîné un déficit commercial grandissant. En 2007, le déficit commercial des TNO représentait 1,6 pour cent du PIB, alors que l'excédent commercial avec d'autres pays représentait 22,7 pour cent du PIB et que le déficit commercial avec le reste du Canada s'élevait à 24,3 pour cent du PIB. En 2011, l'excédent commercial des TNO avec d'autres pays avait baissé de 51,9 pour cent par rapport à 2007, alors que le déficit commercial des TNO avec le reste du Canada avait augmenté de 5,8 pour cent. La diminution de l'excédent commercial des TNO avec d'autres pays et l'augmentation du déficit commercial avec d'autres provinces et territoires a entraîné, aux TNO, un déficit commercial net égal à 16,9 pour cent du PIB en 2011.

Balance commerciale des TNO, en pourcentage du PIB



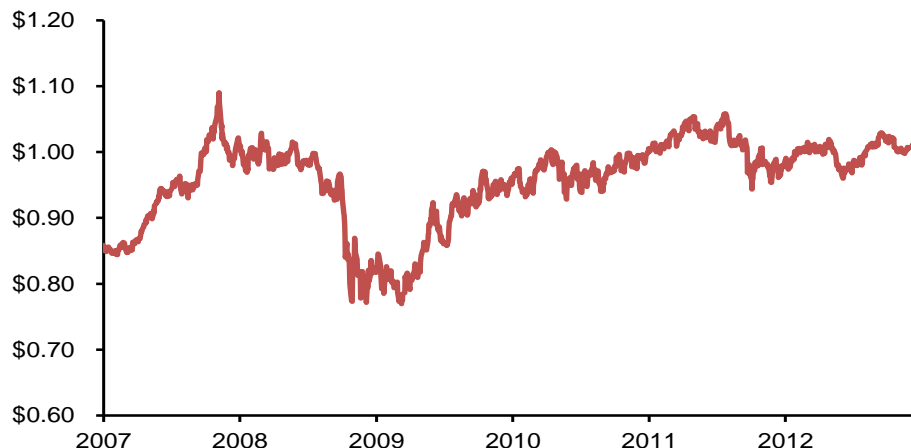
Source : Statistique Canada et Finances TNO

Taux de change

La valeur du dollar canadien sur les marchés de devises internationaux a un effet direct sur la santé de l'économie des TNO. Un dollar canadien dont la force augmente signifie que les entreprises des TNO qui exportent leur production sont payées moins cher après la conversion des devises. Cette situation est compensée dans la mesure où l'équipement et d'autres biens d'investissement sont importés de l'extérieur du Canada. Une baisse du dollar canadien a des effets contraires : les entreprises sont payées plus cher pour leurs produits après la conversion des devises, alors que les importations de l'étranger sont plus dispendieuses.

En 2012, le dollar canadien valait en moyenne 1,00 dollar américain, soit une baisse de 1,1 pour cent par rapport à la valeur moyenne de 1,01 dollar américain atteinte en 2011.

Taux de change É.-U.–Canada

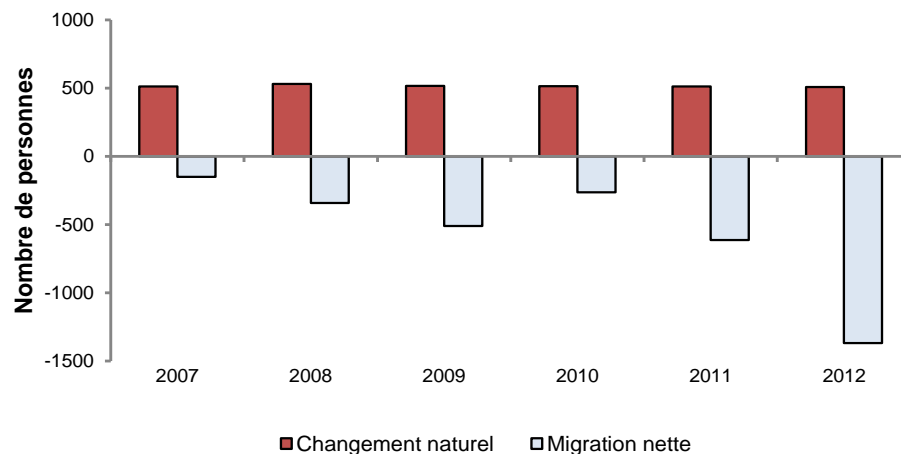


Source : Banque du Canada

Population

Au 1^{er} juillet 2012, on estimait que la population des TNO atteignait 43 349 personnes, soit une baisse de 863 personnes, ou de 2,0 pour cent, depuis le 1^{er} juillet 2011. Trois facteurs expliquent le changement de population : le changement naturel, la migration interprovinciale et la migration internationale. Du 1^{er} juillet 2011 au 1^{er} juillet 2012, le changement naturel de population a consisté en 706 naissances et 199 décès, produisant une augmentation nette de 507 personnes. Pour ce qui est de la migration interprovinciale, 1 501 personnes ont emménagé du reste du Canada vers les TNO, alors que 2 992 personnes sont parties, ce qui représente une perte nette de 1 491 personnes. Sur le plan international, il y a eu une migration d'entrée nette de 121 personnes.

Changement dans la population des TNO



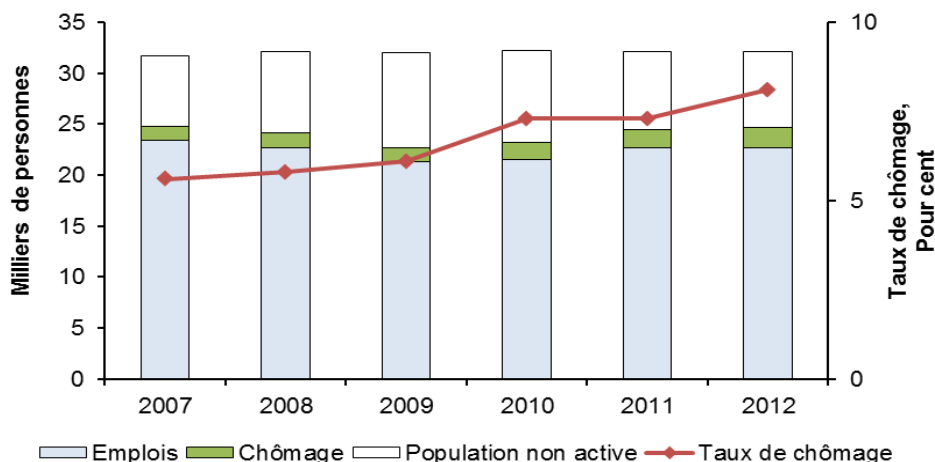
Source : Bureau de la statistique des TNO

Population active

En 2012, le nombre total de personnes employées aux TNO s'élevait à 22 700 personnes, soit le même nombre qu'en 2011, mais une baisse de 800 personnes par rapport au maximum atteint en 2007 avant la récession. On prévoit que le niveau d'emploi ne changera pas en 2013. Le taux de participation à la population active correspond à la tranche de population âgée de 15 ans et plus qui occupe un emploi ou en recherche un activement. En 2012, le taux de participation atteignait 76,9 pour cent, soit une hausse par rapport au taux de 76,3 pour cent en 2011, mais une baisse par rapport à celui de 73,8 pour cent atteint en 2007.

La hausse du taux de participation entre 2011 et 2012 a entraîné une hausse correspondante du taux de chômage, qui est passé de 7,3 pour cent en 2011 à 8,1 pour cent en 2012, car le nombre de personnes faisant leur entrée sur le marché du travail dépassait celui des personnes occupant un emploi. En 2007, le taux moyen de chômage était de 5,6 pour cent.

Caractéristiques de la population active des TNO

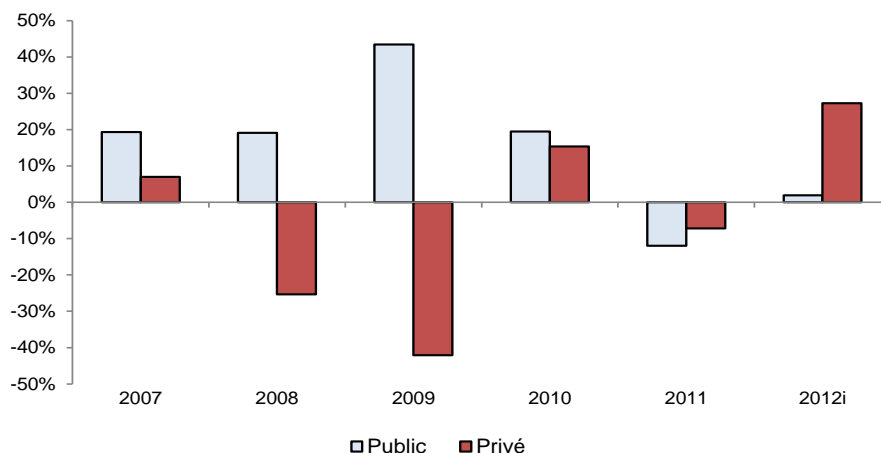


Source : Statistique Canada

Dépenses en immobilisations

Le total des intentions de dépenses en immobilisations de 2012 dépasse le total estimé pour 2011 de 21 pour cent. On prévoit que les intentions de dépenses en immobilisations du secteur privé augmenteront, passant de 849 millions de dollars en 2011 à 1,080 millions de dollars en 2012, soit une hausse de 27,3 pour cent. L'augmentation des dépenses en immobilisations du secteur privé est principalement attribuable à la hausse prévue de 34,4 pour cent des dépenses des industries minières et de l'exploitation pétrolière et gazière, qui passent de 587 millions de dollars en 2011 à 789 millions de dollars en 2012. On estime que les dépenses en immobilisations du secteur public, qui avaient accéléré durant la récession à titre d'élément du programme de stimulation de l'économie du GTNO, se sont stabilisées à 299 millions de dollars en 2012. Cela représente une hausse de 1,9 pour cent par rapport au total de 293 millions de dollars en 2011, mais une baisse par rapport au sommet de 2010, où ces dépenses avaient atteint 333 millions de dollars.

Variation annuelle en pourcentage des dépenses en immobilisations, secteurs public et privé des TNO

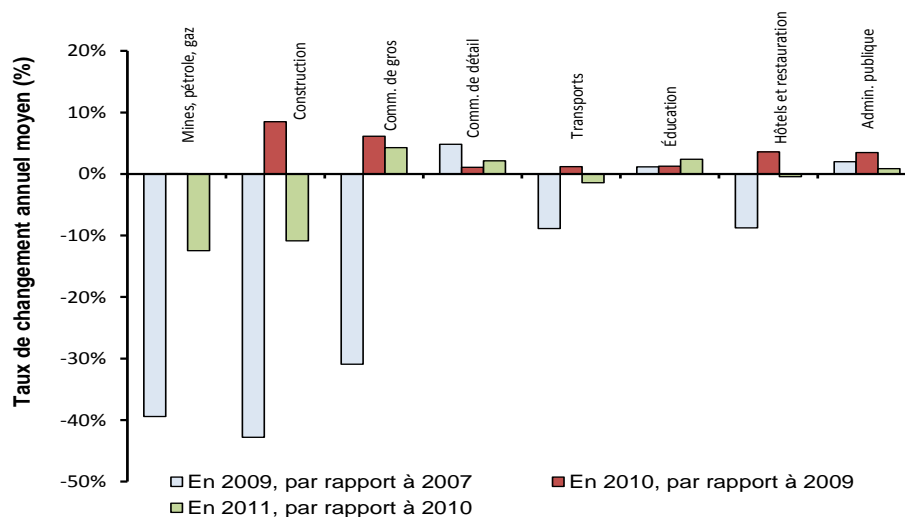


(i) intentions

Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

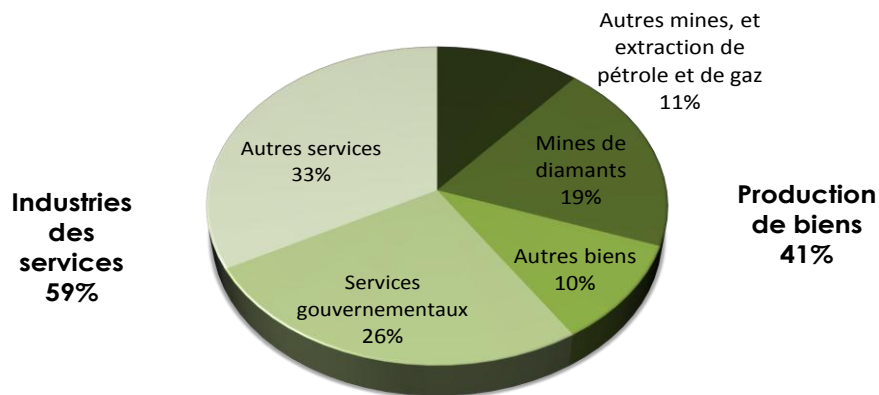
Résultats économiques par secteur

Taux de croissance réels de certaines industries des TNO



Source : Statistique Canada et Finances TNO

Entre 2008 et 2009, la structure de l'économie des TNO a changé et a évolué vers la production de services. En 2008, les industries produisant des biens représentaient 54 pour cent de l'économie. À compter de 2009, cette proportion est tombée à 41 pour cent. Cela témoigne de la réduction des activités de ces industries aux TNO, elle-même attribuable au ralentissement économique mondial.

Structure de l'économie des TNO, en 2009

Source : Statistique Canada. Les dernières données disponibles datent de 2009.

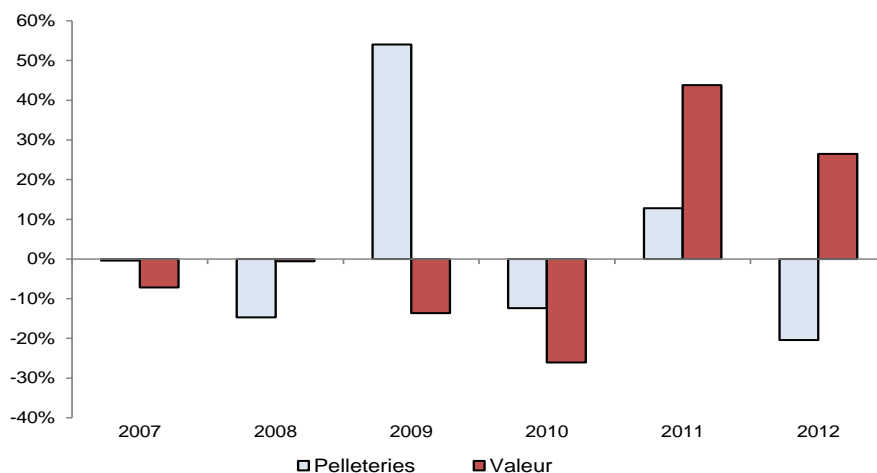
Industries de production de biens

En 2009, le secteur de la production de biens représentait 41 pour cent du PIB des TNO, comparativement à la proportion de 28 pour cent pour le même secteur relativement à l'économie canadienne. Aux TNO, les industries d'extraction de ressources dominent le secteur de la production de biens. L'extraction des diamants représentait 19 pour cent du PIB de 2009, alors que les autres exploitations minières, de même que l'extraction pétrolière et gazière, représentaient 11 pour cent. Le reste du PIB provenait des secteurs des ressources renouvelables, de la construction, des services publics et des biens manufacturés.

Récoltes de fourrures

Le piégeage demeure une importante source de revenus pour beaucoup de Ténois, particulièrement dans les petites collectivités. Pendant l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2012, près de 25 000 pelleteries ténoises ont été vendues, soit une baisse de 20,4 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, la valeur des ventes de fourrures a atteint 1,51 million de dollars, donc une hausse de 26,5 pour cent par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète les prix plus élevés pour les pelleteries.

Variation annuelle en pourcentage du nombre et de la valeur des pelleteries des TNO



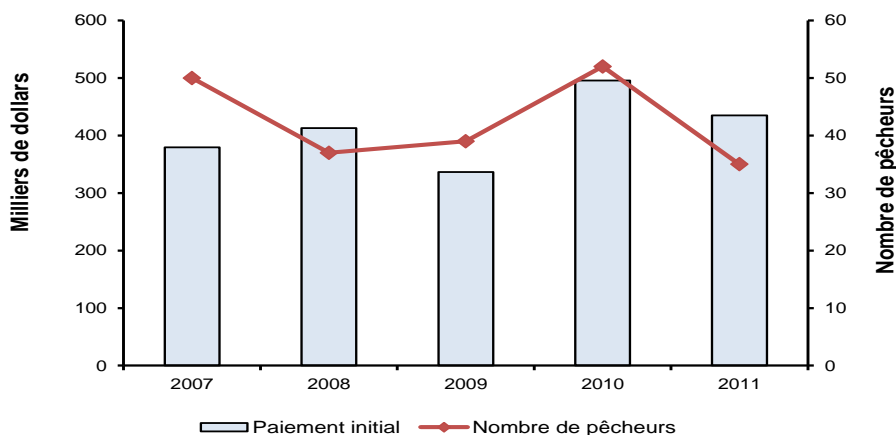
Source : Bureau de la statistique des TNO

Pêche commerciale

Aux TNO, la pêche commerciale est un élément modeste mais prisé de l'économie territoriale. Le poisson exporté des TNO est mis en marché par l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, une société de la Couronne fédérale dont le mandat couvre les frontières interprovinciales et internationales du nord-ouest de l'Ontario, des trois provinces des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest.

Les paiements initiaux aux pêcheurs des TNO – au point de livraison et nets de fret – ont baissé de 12 pour cent, passant de 496 000 dollars en 2010 à 435 000 dollars en 2011, alors que le poids a diminué de 6 pour cent, passant de 385 000 kilogrammes en 2010 à 360 000 kilogrammes en 2011.

Exportation de la pêche commerciale des TNO, valeur des ventes et nombre de pêcheurs



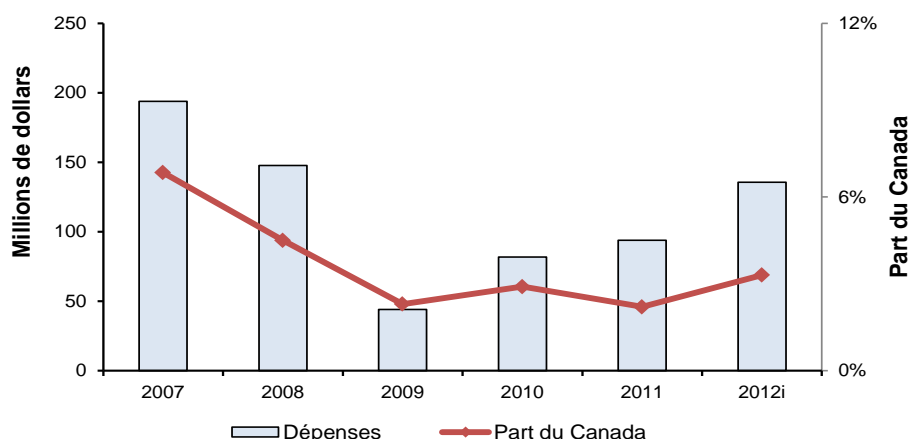
Source : Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Exploration et mise en valeur des gisements

Les dépenses d'exploration comprennent les travaux associés à une gamme d'activités d'exploration minière dont le travail sur le terrain, les frais généraux, l'ingénierie, les études économiques, les études de faisabilité préalables à la construction, les questions environnementales et les coûts de droit de passage. Les intentions de dépenses révisées pour 2012 indiquent que les dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements ont grimpé à 135,5 millions de dollars (montant estimé), soit une hausse de 44,5 pour cent par rapport à 2011. On estime que les dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements des TNO de 2012 représentaient 3,3 pour cent du total canadien, soit une hausse par rapport à la proportion de 2,2 pour cent en 2011.

Selon les intentions révisées pour 2012, les dépenses d'exploration minière et de mise en valeur des gisements des TNO sont presque revenues à leurs niveaux de 2008.

Dépenses d'exploration minière aux TNO



(i) intentions de dépenses révisées
Source : Ressources naturelles Canada

Métaux précieux et terres rares lourdes

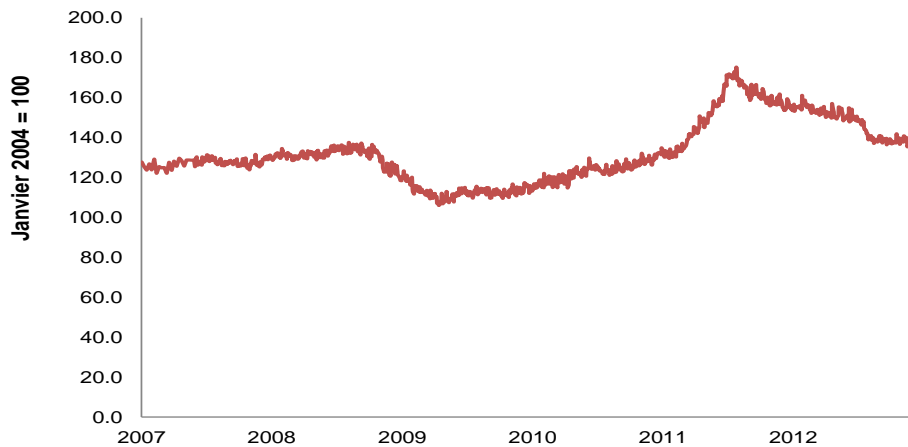
L'or et l'argent font partie des métaux précieux. Les terres rares lourdes forment un groupe de 17 éléments utilisés dans les secteurs de la haute technologie allant de la technologie militaire de pointe aux téléphones mobiles et aux voitures hybrides. Après de nombreuses décennies d'extraction d'or aux TNO, la dernière mine aurifère a été fermée en 2004. Cependant, les hausses de prix récentes ont entraîné un regain des activités d'exploration. La demande mondiale pour les terres rares lourdes a entraîné un volume considérable de nouvelles activités d'exploration aux TNO, dont le gisement de terres rares lourdes Nechalacho, d'Avalon Rare Metals Inc. au lac Thor.

Mines de diamants

Le principal moteur de l'économie des TNO est l'industrie du diamant, qui repose sur trois mines en activité, dont la mise en exploitation a commencé en 1998 pour la mine Ekati, en 2003 pour la mine Diavik et en 2008 pour la mine du lac Snap. Une quatrième mine, Gahcho Kué, pourrait entrer en production dès 2015 ou 2016.

Au cours de l'année 2012, les propriétaires des mines de diamants des TNO ont beaucoup changé. La société Anglo American a finalisé son acquisition de De Beers, ce qui comprend la mine du lac Snap et le projet de mine Gahcho Kué. Harry Winston a annoncé l'achat prévu de la participation majoritaire de BHP Billiton à la mine de diamants Ekati. Enfin, Rio Tinto, qui est le propriétaire majoritaire de la mine Diavik, continue de rechercher un acheteur potentiel pour cette mine. On ne sait pas au juste en quoi les changements de propriétaires des mines de diamants des TNO peuvent modifier leur exploitation future.

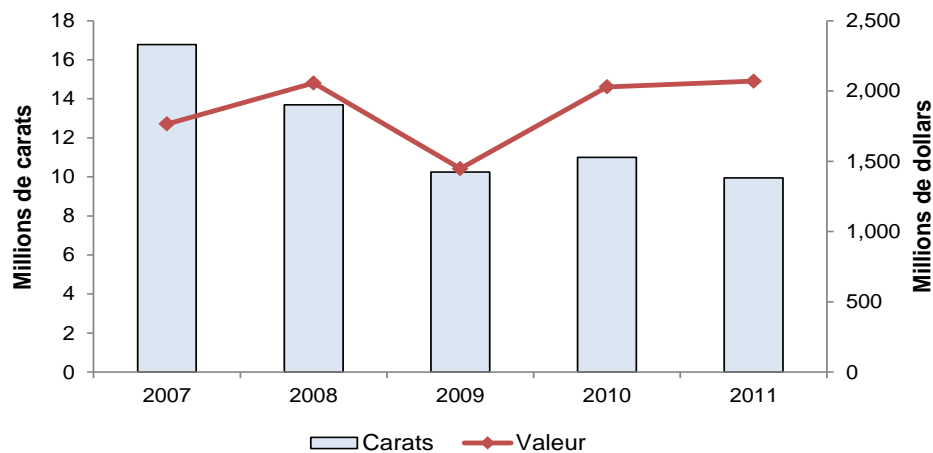
Indice de prix des diamants taillés



Source : PolishedPrices.com

En 2011, la production en carats des mines de diamants des TNO a baissé de 9,6 pour cent par rapport à son niveau en 2010. Durant la même période, le volume de minerai traité a diminué de 1,9 pour cent, reflétant une baisse de qualité du minerai, ce qui est conforme aux cycles de vie projetés des mines. En raison des prix plus élevés atteints en 2011, la production des diamants selon la valeur a augmenté, passant de 2,03 milliards de dollars en 2010 à 2,07 milliards de dollars, soit une hausse de 2,0 pour cent.

Livraisons de diamants des TNO, selon la masse et la valeur



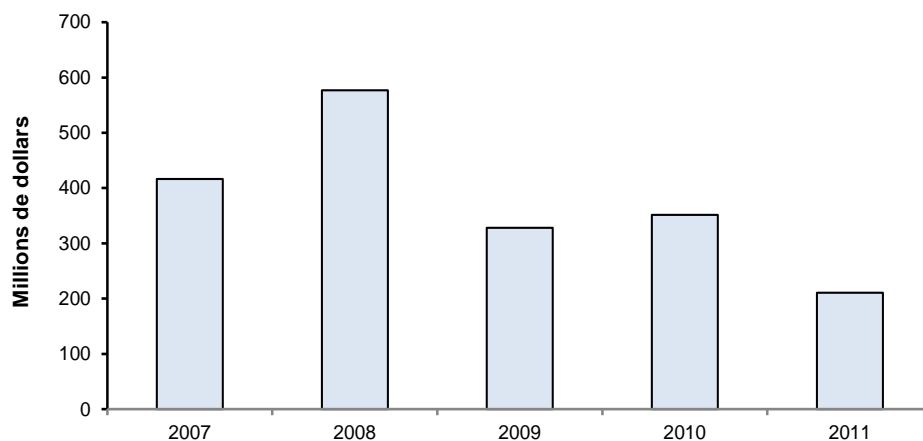
Source : Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO

Pétrole et gaz

En raison de l'épuisement des réserves actives, la production de pétrole et de gaz diminue aux TNO. Une croissance de production exige de nouvelles découvertes et de nouveaux développements sur le terrain. Les dépenses des activités pétrolières et gazières des TNO ont diminué, passant de 351 millions de dollars en 2010 à 210 millions de dollars en 2011, soit une baisse de 40 pour cent.

Malgré les baisses récentes des dépenses en matière de production pétrolière et gazière, on prévoit que les activités d'exploration augmenteront à court terme aux TNO. Dans la région du Sahtu, les schistes de la formation Canol sont l'objet d'activités d'exploration de la part de nombreuses entreprises du secteur de l'énergie. On estime que la formation renferme plus de deux milliards de barils de pétrole. On s'attend à ce que ces activités d'exploration aient une valeur de plus de 600 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Dépenses nettes de l'industrie pétrolière, TNO et îles de l'Arctique



Source : Association canadienne des producteurs pétroliers

Le 3 juillet 2008, le prix du pétrole brut a atteint le niveau record de 145 dollars américains le baril, avant de chuter à 40 dollars américains le baril au début de 2009. Il s'est rétabli depuis. En 2012, les prix du pétrole ont été relativement stables, car le prix moyen n'a baissé que de 0,9 pour cent entre 2011 et 2012.

Prix du pétrole par baril en dollars américains



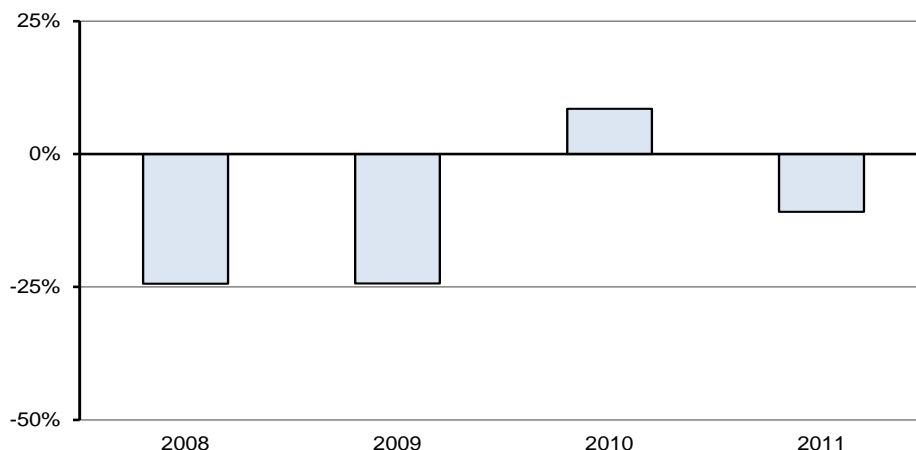
Prix au comptant de West Texas Intermediate, à Cushing
Source : U.S. Energy Information Administration

Construction

L'industrie de la construction comprend la construction résidentielle, la construction non résidentielle et des services d'ingénierie. Le secteur de la construction représentait 8,3 pour cent du PIB des TNO en 2009, dernière année pour laquelle on dispose de données complètes.

De 2010 à 2011, l'activité de construction a baissé de 10,9 pour cent; elle demeure inférieure de 44,7 pour cent par rapport à ses niveaux de 2007. De 2010 à 2011, la construction résidentielle a diminué de 13,6 pour cent, la construction non résidentielle de 36,8 pour cent et les travaux de génie pétrolier et gazier de 49,9 pour cent.

Variation annuelle en pourcentage de la valeur de l'activité de construction, en dollars chaînés (2007)

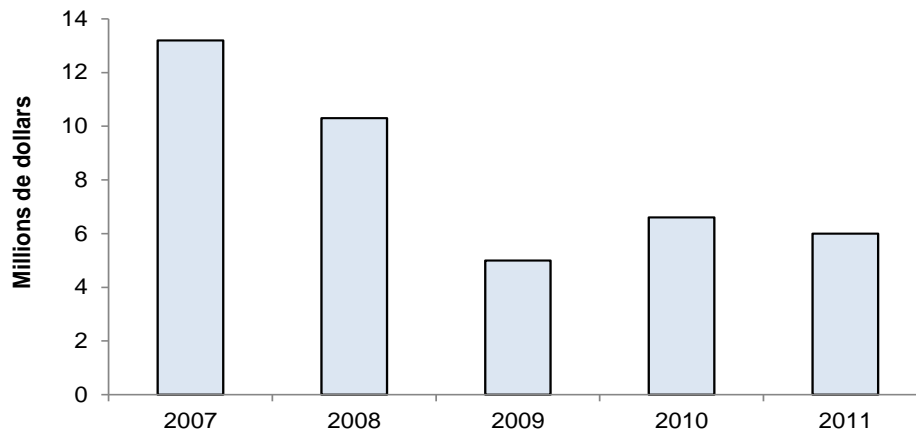


Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Secteur manufacturier

Le secteur manufacturier des TNO comprend diverses entreprises comme des sociétés de transformation alimentaire, des producteurs de ciment et de béton et des artisans joailliers. De 2010 à 2011, la valeur, en dollars chaînés (2007), des ventes manufacturières a diminué de 9,1 pour cent.

Valeur des livraisons manufacturières des TNO, en dollars chaînés (2007)



Source : Bureau de la statistique des TNO

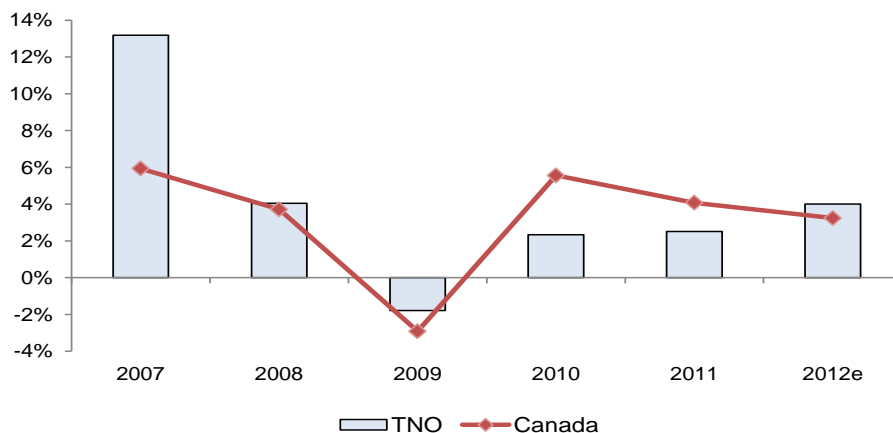
Industries de services

En 2009, les industries de services représentaient 59,1 pour cent du PIB des TNO, comparativement à la proportion nationale de 72,4 pour cent. Le secteur des services comprend des industries comme des commerçants en gros, des banques, des détaillants et des hôtels, ainsi que le secteur public (écoles, hôpitaux, services de police et d'incendie, gouvernements fédéral et territorial, administrations locales et gouvernements autochtones).

Commerce de détail

De 2011 à 2012, on estime que les ventes au détail des TNO ont augmenté de 4,0 pour cent. Elles ont dépassé de 7,2 pour cent leur sommet d'avant la récession de 2008. Les ventes au détail à l'échelle nationale ont augmenté d'environ 3,2 pour cent entre 2011 et 2012 et ont regagné tout le terrain perdu depuis la récession, avec un gain de 10,1 pour cent entre 2008 et 2012.

Variation annuelle en pourcentage de la valeur nominale du commerce de détail, TNO et Canada



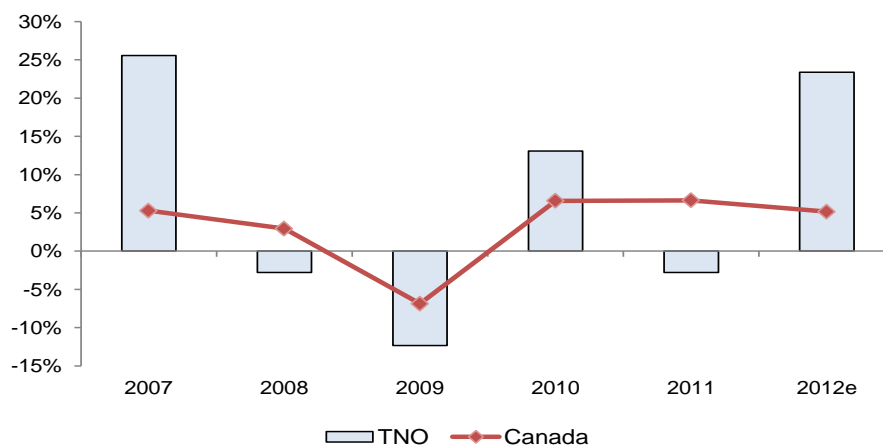
(e) estimation de 2012 calculée à partir de la période de janvier à septembre 2012
 Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Commerce de gros

Les grossistes font la distribution de marchandises aux détaillants et à des clients commerciaux et institutionnels, y compris l'approvisionnement en équipement et en biens d'équipement. Ce secteur est fortement régi par les dépenses en immobilisations et l'activité commerciale.

Le commerce de gros des TNO a augmenté d'environ 23,4 pour cent de 2011 à 2012 et a dépassé son sommet d'avant la récession de 2007 de 15,6 pour cent. Par comparaison, le commerce de gros au Canada a augmenté de 5,2 pour cent entre 2011 et 2012.

Variation annuelle en pourcentage de la valeur nominale du commerce de gros, TNO et Canada



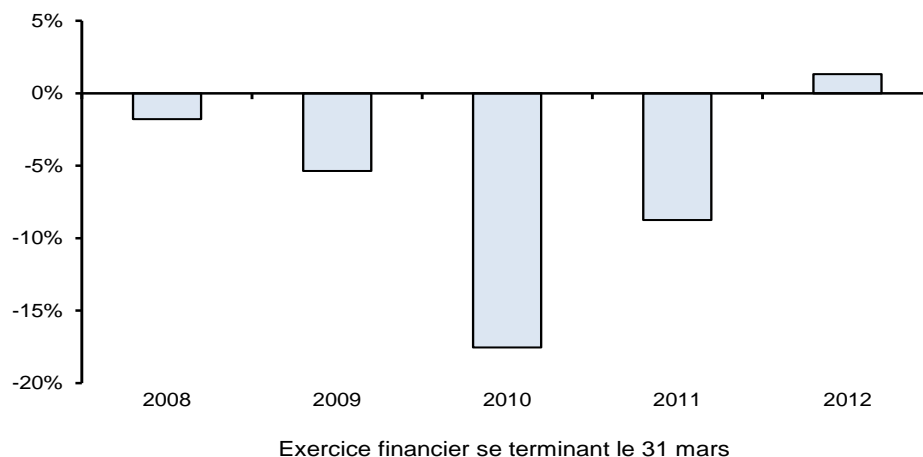
(e) Estimation de 2012 calculée à partir de la période de janvier à septembre 2012
 Source : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Tourisme

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie des TNO, avec un vaste potentiel peu exploité. Le total des dépenses effectuées par les visiteurs a atteint 99,5 millions de dollars au cours de l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2012. Cela constitue une hausse de 1,3 pour cent par rapport à l'exercice précédent, malgré une baisse de 1,2 pour cent du nombre de visiteurs. Cette hausse se produit après quatre années consécutives de dépenses décroissantes de visiteurs et est attribuable à des augmentations de dépenses de la part de chasseurs, de pêcheurs et de personnes s'adonnant à des activités générales de tourisme, venues voir les aurores boréales et en visite chez des amis ou des membres de leur famille. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par des baisses de dépenses de visiteurs intéressés par d'autres aventures de plein air et de voyageurs d'affaires.

Au cours de la période de 2007-2008 à 2011-2012, on a constaté une baisse de 19,1 pour cent du nombre total de visiteurs aux TNO, dont des réductions appréciables de pêcheurs, de chasseurs, de personnes faisant du tourisme général et de voyageurs d'affaires. Toutefois, au cours de la même période, les TNO ont connu un plus grand nombre de visites de la part de personnes intéressées par d'autres activités de plein air, voulant voir les aurores boréales et en visite chez des amis ou des membres de leur famille. Le tout combiné a entraîné une baisse de 27,8 pour cent dans les dépenses de visiteurs.

Variation annuelle en pourcentage des dépenses totales de tous les voyageurs aux TNO



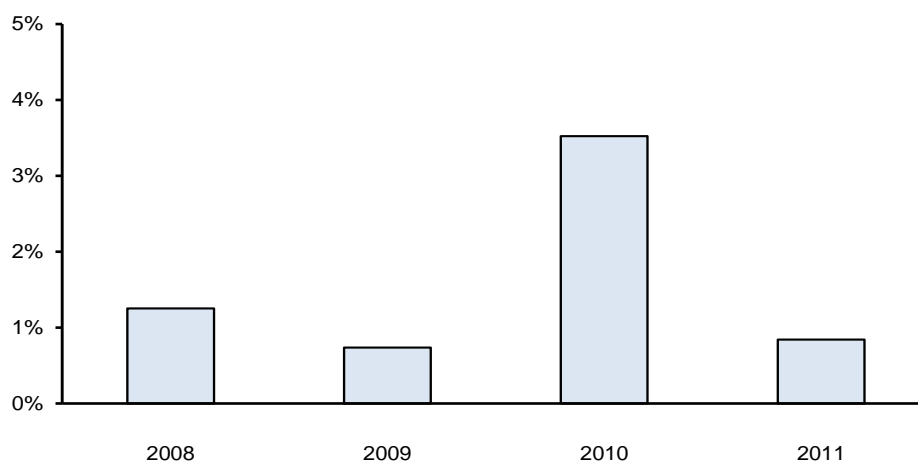
Source : Industrie, Tourisme et Investissement TNO

Administration publique

Les services d'administration publique comprennent tous les paliers de gouvernement présents aux TNO : fédéral, territorial, locaux et autochtones. Ils comprennent les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la défense et l'administration des programmes publics, tout en excluant les secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation.

De 2010 à 2011, les dépenses d'administration publique ont augmenté de 0,8 pour cent. Entre 2007 et 2011, les dépenses du secteur public ont augmenté de 6,5 pour cent.

Variation annuelle en pourcentage des dépenses du secteur public, en dollars chaînés (2007)



Source : Statistique Canada

Indicateurs de rendement macroéconomique

Le cadre stratégique de la politique macroéconomique du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, qui vise à guider ses décisions en matière d'investissements et de politiques, comprend des indicateurs de rendement permettant de suivre la santé de l'économie au fil du temps. Ces indicateurs ont été conçus pour dépasser les mesures classiques du rendement ou de la croissance économique, afin de dégager des mesures plus générales de mieux-être économique comme les améliorations à la qualité de vie, la capacité des collectivités et la protection de l'environnement.

Les indicateurs de rendement sont destinés à être mesurés par rapport à une valeur de référence, correspondant à la valeur moyenne de l'indicateur de 2005 à 2007. Toutefois, en raison de révisions apportées aux données de Statistique Canada, certaines données datant d'avant 2007 ne sont pas disponibles à l'heure actuelle. Par conséquent, la plupart des indicateurs de rendement sont mesurés par rapport à l'année 2007, plutôt que par rapport à la valeur moyenne de référence des années allant de 2005 à 2007. Ces différences sont indiquées.

Après l'élaboration de ce cadre stratégique, l'économie mondiale a subi les chocs financiers et économiques les plus violents à survenir depuis la Crise de 1929. En raison de ses liens essentiels avec le système mondial d'échanges commerciaux, l'économie des TNO a été particulièrement vulnérable au ralentissement de l'économie mondiale. Le rétablissement de l'économie des TNO a été lent et déséquilibré, comme en témoignent les indicateurs de rendement.

Indicateur 1 – Taille et croissance de l'économie dans son ensemble

Le PIB réel est la mesure la plus complète de l'économie. Toutefois, il ne mesure pas l'économie non monétaire et ne peut mesurer le mieux-être social.

En 2011, le PIB réel des TNO était inférieur de 25,2 pour cent à son niveau de 2007.

Indicateur 2 – Productivité

La productivité est une mesure de rendement importante. Elle est liée à une rentabilité accrue, à des coûts moindres et à une capacité concurrentielle soutenue. L'augmentation de la productivité peut favoriser la croissance économique. On peut augmenter la productivité grâce à la formation de la population active, à des changements technologiques et à des modifications au ratio travail-capital. Des niveaux de productivité plus élevés peuvent entraîner des traitements et des salaires plus élevés, ainsi que des bénéfices plus élevés.

En 2011, la productivité était inférieure de 24,0 pour cent à sa valeur en 2007.

Indicateur 3 – Nouveaux investissements

Les nouveaux investissements sont un indicateur de premier plan de la croissance économique qui mesure la position de l'économie à laquelle s'attendre à l'avenir. Les nouveaux investissements effectués par le secteur privé servent en grande partie à couvrir des dépenses relatives aux édifices, à l'équipement et à la machinerie, en prévision d'un rendement positif sur le capital investi. Les investissements du secteur public sont pour la plupart affectés à la santé, à l'éducation et aux infrastructures, afin d'obtenir des retombées sociales et économiques bénéfiques pour les TNO.

En 2011, les nouveaux investissements atteignaient 45,0 pour cent de moins que leur valeur en 2007.

Indicateur 4 – Revenu

La croissance du revenu prouve que les citoyens bénéficient de la croissance économique. Elle joue un rôle important dans la réalisation de la vision d'une population ténoise autonome. Pour mesurer cet indicateur, deux mesures distinctes bien que similaires ont été déterminées :

Indicateur 4a – Revenu d'emploi

Le revenu d'emploi mesure la somme de la totalité des revenus d'emploi des résidents des TNO. Il est directement lié aux emplois.

En 2011, le revenu d'emploi atteignait 9,7 pour cent de plus que sa valeur en 2007.

Indicateur 4b – Revenu moyen des ménages

Le revenu moyen des ménages renseigne sur la qualité et la distribution des emplois chez les gens du Nord. En 2009, le revenu moyen des ménages a augmenté de 5,5 pour cent par rapport à sa valeur moyenne entre 2005 et 2007.

Indicateur 5 – Taux d'emploi

Le taux d'emploi mesure à quel point les résidents des TNO participent directement à la croissance économique et en bénéficient. L'indicateur mesure la proportion de personnes âgées de 15 ans et plus qui sont actives sur le marché du travail

En 2012, le taux d'emploi était de 70,7 pour cent, ce qui est inférieur à sa valeur moyenne de 73,5 pour cent entre 2005 et 2007.

Indicateur 6 – Croissance de la population

La croissance de la population mesure une réaction à la croissance économique et donne une base qui permet d'augmenter la croissance au moyen de la diversification. Les changements de la population reflètent la santé de la population, la robustesse du système de soutien médical et les attraits économiques ou liés au mode de vie incitant les gens à immigrer aux TNO ou à en émigrer. Une population en croissance constitue un marché de consommation grandissant pour les entreprises locales.

La population ténoise de 2012 était inférieure de 0,7 pour cent à sa valeur de 2007.

Indicateur 7 – Liens économiques

L'établissement de liens entre les diverses industries contribue à la croissance et à la diversification de l'économie. Quatre mesures de la force des liens économiques sont prises en considération.

Indicateur 7a – Niveau des importations

Les importations de biens et de services reflètent la taille des marchés existants aux TNO pour les intrants qui existent déjà, en fonction de la base économique établie.

En 2011, la valeur indexée des importations dépassait de 0,5 pour cent sa valeur en 2007.

Indicateur 7b – Ventes en gros et ventes au détail

Les ventes en gros sont un indicateur des liens au niveau de la production, auquel les producteurs achètent des intrants auprès de fournisseurs des TNO ou des services postproduction comme des services de transport ou de communication auprès d'entreprises des TNO. Des ventes au détail plus élevées peuvent soutenir des liens avec une activité accrue de construction et de transport, ainsi que créer des occasions pour un plus grand nombre de commerces de détail.

La valeur estimée des ventes en gros de 2012 dépassait de 32,9 pour cent, en dollars nominaux, sa valeur moyenne entre 2005 et 2007.

La valeur estimée des ventes au détail de 2012 dépassait de 22,5 pour cent, en dollars nominaux, sa valeur moyenne entre 2005 et 2007.

Indicateur 7c – Travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO

En mesurant la dépendance à l'égard des travailleurs qui habitent à l'extérieur des TNO, on détermine la capacité de la population ténosie de répondre à la demande en travailleurs de la part des entreprises établies aux TNO. L'indicateur varie selon le nombre suffisant ou non de travailleurs dotés des compétences nécessaires disponibles à l'emplacement de l'emploi. Il représente également une perte directe de dépenses de consommation possibles au sein de l'économie des TNO.

En 2010, les gains des travailleurs habitant à l'extérieur des TNO ont augmenté, passant d'une moyenne de 319 millions de dollars entre 2005 et 2007 à 362 millions de dollars, ce qui représente une perte accrue de 43 millions de dollars pour l'économie ténosie, moins la somme de 860 000 dollars de retenues sur la paie.

Indicateur 7d – Croissance des industries de services au secteur primaire

Les industries de services spécialisés qui soutiennent le secteur primaire des TNO sont le principal moteur de croissance et de diversification de l'économie. Deux industries de services sont mesurées.

Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie : En 2011, la valeur des activités de soutien dans ces domaines dépassait de 33,9 pour cent sa valeur en 2007.

Travaux de génie pétrolier et gazier : En 2011, la valeur de ces travaux était inférieure de 42,7 pour cent à sa valeur en 2008 (les données de 2007 ont été supprimées par Statistique Canada pour respecter les exigences de confidentialité stipulées dans la *Loi sur la statistique*).

Indicateur 8 – Diversification

La diversification de l'économie peut être mesurée selon le PIB par industrie, la croissance par secteur et le niveau d'emploi par industrie. Les données qui permettent de calculer cette mesure sont tirées du recensement de la population. Les dernières données de recensement disponibles au sujet de l'emploi sont celles du recensement de 2005. Cet indicateur sera calculé lorsque les résultats du recensement de 2011 seront publiés en 2013.

Indicateur 9 – État de l'environnement et tendances environnementales

Se référer au Rapport sur l'état de l'environnement aux TNO [traduction libre de *NWT State of the Environment Report*].

Résumés des constats

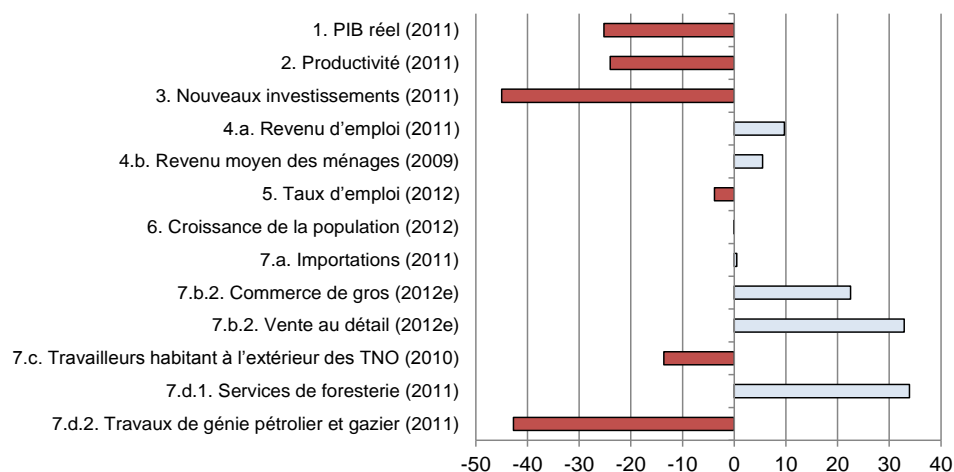
L'économie des TNO a été tout particulièrement durement frappée par la crise financière et le ralentissement économique de 2008 et de 2009. Sur les treize indicateurs primaires et sous-indicateurs qui peuvent être mesurés à l'heure actuelle, sept indicateurs ont vu leur valeur augmenter, alors que les six autres l'ont vue baisser.

Il est impossible de séparer les effets de la récession mondiale de 2008 des tendances générales de l'économie des TNO dans son ensemble. Toutefois, l'économie des TNO a fait montre d'un faible niveau de résilience dans sa réaction à la récession, étant donné que beaucoup d'indicateurs ne sont pas encore revenus à leurs niveaux d'avant la récession et que le rythme de la reprise est plus lent que celui des autres provinces et territoires.

Un des facteurs déterminants de ce faible niveau de résilience est la composition de l'économie des TNO et son ouverture en matière de libre circulation des personnes et des capitaux, lesquels peuvent se déplacer vers des provinces dont la situation est plus favorable lorsqu'il y a des difficultés économiques dans le territoire.

Pour le GTNO, le défi consiste à déterminer et à faire progresser des possibilités d'investissement qui généreront des avantages durables dans la conjoncture économique mondiale au sein de laquelle les entreprises ténoises sont en concurrence.

Variation en pourcentage des indicateurs macroéconomiques de progrès, de 2007 à l'année la plus récente



(e) estimation

Source : Statistique Canada, Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO

EXAMEN FISCAL

Grâce à l'excédent de fonctionnement réalisé en 2011-2012 et aux excédents de fonctionnement prévus pour 2012-2013 et 2013-2014, le GTNO dispose d'une marge pour faire des investissements en infrastructure. Toutefois, la situation budgétaire demeure fragile, en raison des prévisions relatives à une croissance lente des recettes, auxquelles s'ajoutent des pressions sans cesse accrues sur les dépenses liées aux programmes sociaux et un énorme déficit en matière d'infrastructures.

Même si on s'attend à une croissance modeste des recettes en 2013-2014, il est prévu qu'elle n'atteindra que le tiers de sa moyenne historique. En raison de sa petite assiette fiscale et de sa grande dépendance à l'égard des transferts fédéraux, le GTNO s'est engagé à fonctionner selon ses moyens, en veillant à ce que la croissance des dépenses ne dépasse pas celle des recettes. Pour s'assurer que le GTNO évite d'emprunter pour financer ses activités de fonctionnement courantes et continue de respecter sa politique de gestion responsable des finances, il faut que la stratégie budgétaire consiste à limiter les dépenses à ce qui est abordable.

Résultats définitifs de l'exercice 2011-2012

Le modeste excédent de fonctionnement de 1,3 million de dollars réalisé en 2011-2012 représentait une vaste amélioration par rapport au déficit de 23 millions de dollars de l'exercice précédent. Il s'agissait aussi du premier excédent depuis 2007-2008. La croissance de 3,5 pour cent d'un exercice à l'autre en matière de dépenses de fonctionnement, lesquelles se sont élevées à 1,399 milliard de dollars, a été plus que contrebalancée par la croissance de 5,6 pour cent des recettes, dont le total atteignait 1,401 milliard de dollars. Les recettes étaient supérieures de 42 millions de dollars par rapport au budget des dépenses révisé de 2011-2012, principalement à cause de recettes plus élevées que prévu provenant des impôts, de la taxe sur le carburant, du recouvrement des dépenses d'exercices précédents et d'autres recettes générales. Les dépenses réelles ont atteint 31 millions de dollars de plus que les prévisions du budget des dépenses révisé de 2011-2012.

Budget des dépenses révisé de 2012-2013

On prévoit que l'excédent de fonctionnement de 2012-2013 atteindra 99 millions de dollars après les ajustements, soit 25 millions de dollars de plus que ce qui était prévu dans le budget principal des dépenses de 2012-2013. Les dépenses qui dépassaient les prévisions, principalement à cause de dépenses extraordinaires, ont été contrebalancées par des recettes plus élevées, particulièrement à cause des taxes.

Les prévisions révisées des recettes de 2012-2013 dépassent le budget principal des dépenses de 2012-2013 de 45 millions de dollars, les faisant passer de 1,524 milliard de dollars à 1,569 milliard de dollars. La hausse est principalement attribuable à un montant de 31 millions de dollars supplémentaires en ajustements d'exercices antérieurs sur l'impôt des sociétés.

Les prévisions de dépenses de fonctionnement sont supérieures de 20 millions de dollars aux prévisions du budget principal des dépenses de 2012-2013, puisqu'elles s'élèvent maintenant à 1,47 milliard de dollars. Ces dépenses accrues étaient principalement attribuables à une saison de lutte contre les incendies fort occupée et à une intervention d'urgence nécessitée par une épidémie de charbon bactérien.

On prévoit que les dépenses en immobilisations atteindront 240 millions de dollars en 2012-2013, près du double des prévisions du budget principal des dépenses de 2012-2013. Cette hausse est attribuable pour la plus grande part à des reports de capital de l'exercice 2011-2012. On estime que la dette totale s'élèvera à 561 millions de dollars au 31 mars 2013. En tenant compte des autres véhicules d'emprunt aux fins du plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral, on prévoit que le total des emprunts du GNTD représentera 609 millions de dollars au 31 mars 2013, ce qui se traduit par des possibilités d'emprunt de 191 millions de dollars.

Budget 2013-2014

Le budget 2013-2014 maintient les mesures adoptées dans le premier budget de la 17^e Assemblée législative, afin de restaurer et de maintenir l'équilibre budgétaire, tout en protégeant les programmes et services existants. Le budget veille à ce que les dépenses de fonctionnement demeurent abordables par rapport aux recettes existantes, en produisant un excédent qui permet de rembourser des emprunts à court terme et de financer au moins la moitié des dépenses en immobilisations.

Le budget 2013-2014 propose des dépenses de fonctionnement de 1,467 milliard de dollars et prévoit des recettes de 1,609 milliard de dollars. Après avoir pris en compte les contributions à l'infrastructure et les exigences de réserves supplémentaires, l'excédent de fonctionnement devrait s'élever à 113 millions de dollars.

Les investissements en infrastructure de 2013-2014, qui ont été approuvés en novembre 2012, totaliseront 123 millions de dollars. Les fonds générés par les activités de fonctionnement couvriront plus que les dépenses en immobilisations planifiées pour 2013-2014, entraînant une légère baisse de la dette à court terme du GTNO, dette qui s'élèvera à 143 millions au 31 mars 2014.

On estime que la dette à long terme directe atteint 182 millions de dollars, alors que la dette d'organismes publics comme la Société d'énergie des TNO, la Société d'habitation des TNO et l'Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife s'élèvera à 211 millions de dollars. Après l'ajout de 51 millions de dollars supplémentaires consacrés à d'autres véhicules d'emprunt compris dans la définition du plafond d'emprunt territorial, comme des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition et des garanties de prêt, et l'élimination de 7 millions de dollars en fonds d'amortissement, on s'attend à ce que les possibilités d'emprunt s'élèvent à 219 millions de dollars au 31 mars 2014.

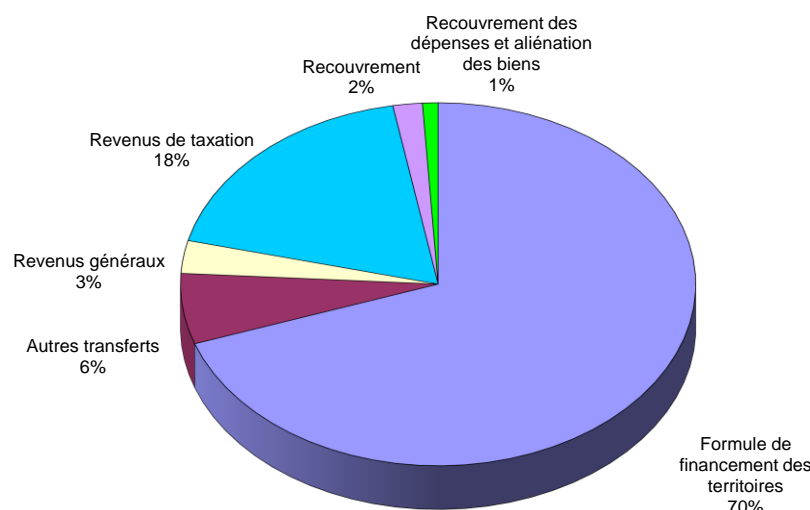
Recettes

On prévoit que les recettes totales de 2013-2014 augmenteront de 40 millions de dollars, pour atteindre 1,609 milliard de dollars. Cela représente une croissance de 2,6 pour cent par rapport aux recettes de 1,569 milliard de dollars prévues pour 2012-2013. La majeure partie de la croissance est attribuable à la subvention de la formule de financement des territoires, qui augmentera de 51 millions de dollars de 2012-2013 à 2013-2014. L'augmentation de la subvention sera contrebalancée en partie par une baisse des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés en 2013-2014, entraînée par une augmentation des recettes de 2012-2013 découlant d'ajustements d'exercices antérieurs.

La subvention de la formule de financement des territoires continue de constituer la majorité des recettes du GTNO; elle devrait représenter 70 pour cent des recettes en 2013-2014. On prévoit que les recettes autonomes du GTNO constitueront 24 pour cent des recettes totales en 2013-2014.

Le budget de 2013-2014 ne comporte ni nouvelles taxes ni nouveaux impôt. À compter du 1^{er} avril 2013, les taux par mille d'impôt foncier et de nombreux droits seront rajustés en fonction de l'inflation. Cela correspond à l'engagement pris lors du budget 2010-2011 d'ajuster en fonction de l'inflation, chaque année et dans la mesure du possible, les taux de taxe sur le tabac et d'impôt foncier, la majoration du prix des liqueurs et les droits.

Recettes 2013-2014 du GTNO, par source

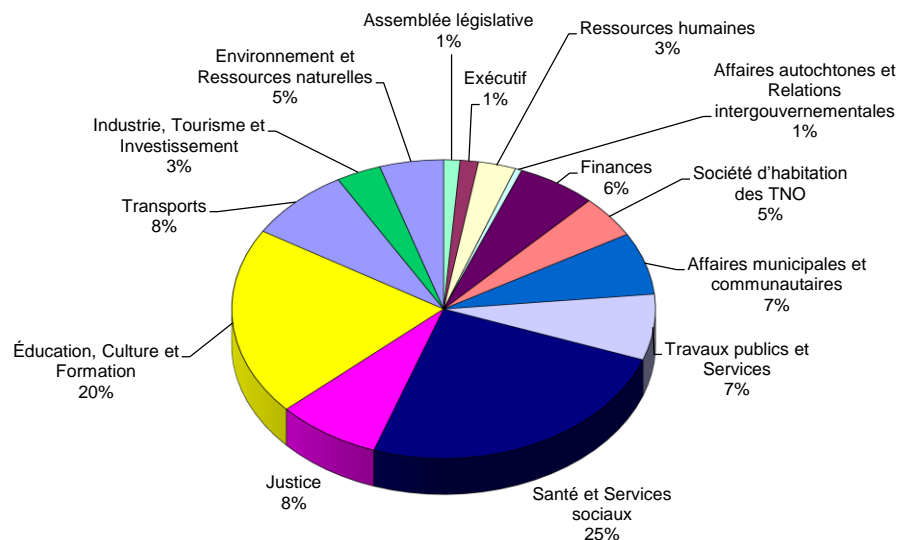


Dépenses de fonctionnement

Pour les dépenses de fonctionnement, le budget 2013-2014 propose 1,467 milliard de dollars. Sur ce montant, 848 millions de dollars sont alloués aux programmes sociaux comme l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement, les services de police et le service correctionnel.

Par rapport au budget principal des dépenses 2012-2013, on prévoit que les dépenses de fonctionnement augmenteront de 56 millions de dollars. Cette croissance est principalement attribuable aux coûts grandissants des programmes et services existants, qui s'élèvent à 42 millions de dollars, de même qu'à un montant de 22 millions de dollars alloué à des initiatives stratégiques et ministérielles. L'amortissement et d'autres ajustements représentent une autre tranche de 19 millions de dollars. Ces augmentations sont partiellement contrebalancées par la somme de 27 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés.

Dépenses de fonctionnement 2013-2014, par ministère



Initiatives

À l'automne 2012, le ministre des Finances s'est déplacé dans sept centres régionaux pour expliquer les choix budgétaires dont le GTNO dispose, en soulignant l'importance de maintenir une croissance des dépenses inférieure à la croissance des recettes. Le budget 2013-2014 investit dans des initiatives qui portent sur certaines des lacunes et des priorités que les gens du Nord ont mentionnées durant les consultations sur le budget menées en 2012.

Prévention et mieux-être

En plus de rehausser la santé et le bien-être des gens du Nord, les investissements en prévention peuvent faire réaliser des économies, en diminuant la demande et les coûts associés aux programmes à l'avenir.

Le budget 2013-2014 prévoit 3,3 millions de dollars pour financer des mesures qui soutiennent la prévention et rehaussent le mieux-être. Ces investissements portent sur un vaste éventail de programmes, dont la santé mentale et la toxicomanie, les services de sages-femmes et les soins de longue durée. En voici une description :

- 1,15 million de dollars pour financer des initiatives de prévention et de promotion dans les domaines de la santé mentale et de la toxicomanie, qui seront axées sur la jeunesse, les programmes d'initiation à la vie dans la nature et la réalisation d'améliorations quant à la prise en charge de personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale;
- 449 000 dollars pour élargir le programme des sages-femmes, afin d'améliorer l'accès des clientes de partout aux TNO à ces services;
- 142 000 dollars pour les programmes de vaccination systématique des enfants des TNO, conformément aux recommandations d'organismes nationaux d'experts en matière de programmes d'immunisation pédiatriques;
- 1,13 million de dollars pour augmenter les niveaux de dotation aux trois établissements de soins de longue durée existants, afin d'administrer des soins efficaces, sécuritaires et culturellement pertinents;
- 229 000 dollars pour veiller à ce que les services de dialyse continuent d'être offerts aux TNO, avec l'aide du programme de néphrologie du nord de l'Alberta ;
- 157 000 dollars pour financer la part de coûts qu'assume le GTNO pour un poste d'agent de la GRC à Tulita;
- 90 000 dollars pour mettre sur pied un programme de services aux victimes à Tulita.

Investissements 2013-2014 en prévention et en mieux-être (en milliers de dollars)

Investir dans la prévention

Prévention et promotion - Santé mentale et toxicomanie	\$	1,145	
Expansion du programme des sages-femmes		449	
Programme de vaccination pour les enfants		142	
			\$ 1,736

Investir dans le mieux-être

Augmentation du personnel dans les établissements de soins de longue durée	\$	1,129	
Services de dialyse - Programme de néphrologie du nord de l'Alberta		229	
Financement d'un poste d'agent de la GRC à Tulita		157	
Financement d'un programme de services aux victimes à Tulita		90	
			\$ 1,605
			\$ 3,341

Développement économique durable

Le renforcement et la diversification de l'économie ténosé sont l'une des cinq principales priorités du GTNO. En 2013-2014, plus de 16 millions de dollars seront investis pour favoriser la croissance d'une économie forte et diversifiée. Ces investissements visent à créer un environnement propice à la croissance économique et à diminuer la dépendance à l'égard des sources d'énergie non renouvelables. Voici une liste des investissements :

- 6,1 millions de dollars consacrés aux coûts de la mise en œuvre de l'entente définitive de transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources;
- 7 millions de dollars pour continuer à faire avancer le projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie, une liaison de données haute vitesse qui améliorera la connectivité Internet de manière spectaculaire et engendrera des possibilités de participer à d'autres industries du savoir;
- 600 000 dollars pour augmenter la commercialisation du tourisme visant à protéger la part des TNO sur le marché de l'observation des aurores boréales et pour tirer parti de nouveaux marchés et débouchés;
- 200 000 dollars pour soutenir les entreprises ténosées dans la mise en œuvre de mesures de conservation de l'énergie et d'efficacité énergétique pour atténuer le coût élevé de l'énergie, grâce au Programme d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique pour le secteur commercial;
- 700 000 dollars pour financer la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest dans ses activités de planification et de développement des ressources hydroélectriques des TNO et d'étude des autres sources d'énergie possibles, soit le biocombustible, l'énergie géothermique et l'énergie solaire;
- 100 000 dollars pour aider les collectivités, les entreprises et les résidents à se convertir à des sources d'énergie renouvelables, grâce au Programme des technologies d'énergie alternatives;
- 100 000 dollars pour aider les propriétaires d'habitations et les consommateurs à acheter de nouveaux modèles d'appareils électroménagers et d'autre équipement plus éconergétiques, grâce au Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique;
- 125 000 dollars pour soutenir l'Arctic Energy Alliance dans ses mesures de promotion d'efficacité énergétique et de conservation de l'énergie à l'échelle des TNO, dont des vérifications de consommation de l'énergie à domicile;
- 200 000 dollars pour soutenir la mise en application de la stratégie sur les gaz à effet de serre, ainsi que pour tenir des inventaires sur les émissions et les inscrire à l'organisme Climate Registry;
- 100 000 dollars pour étudier la possibilité de recourir au gaz naturel liquéfié pour alimenter Inuvik en électricité et en chauffage;

Investissements 2013-2014 dans le développement économique durable (en milliers de dollars)

Soutenir la diversification et la croissance de l'économie

Activités de mise en œuvre de l'entente de transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources	\$	6,071
Projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie (apport en		7,000
Contribution à l'augmentation de la commercialisation de l'industrie du		600
	\$	13,671

Conservation et diversification de l'énergie

Financement de base de l'énergie aux TNO	\$	700
Programme des technologies d'énergie de remplacement		100
Programme d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique pour le secteur commercial		200
Programme de mesures incitatives pour l'efficacité énergétique		100
Conseillers régionaux en matière d'énergie		125
<i>Stratégie sur les gaz à effet de serre</i>		200
Solutions de gaz naturel liquéfié pour Inuvik		100
Raccord de Whati au réseau hydroélectrique : Achèvement de l'approbation réglementaire		250
Surveillance du niveau de l'eau pour comprendre le potentiel hydroélectrique		50
Initiatives liées à la <i>Stratégie ténoise sur le biocombustible</i>		400
Expansion des systèmes d'électricité solaire		250
Projet de démonstration d'énergie éolienne à l'échelle communautaire		100
Projet de microréseau intelligent		125
	\$	2,700
	\$	16,371

- 50 000 dollars pour surveiller le niveau de l'eau de la rivière Kakisa, afin de mieux comprendre le potentiel hydroélectrique des TNO et de faire avancer la Stratégie sur l'hydroélectricité des TNO;
- 250 000 dollars pour poursuivre l'approbation réglementaire du projet de ligne de transmission de 65 kilomètres qui raccorderait Whati au système hydroélectrique du lac Snare;
- 400 000 dollars pour des initiatives faisant avancer la Stratégie ténoise sur le biocombustible;
- 250 000 dollars pour ajouter des systèmes d'électricité solaire aux réseaux d'électricité fonctionnant au diesel dans deux collectivités, ce qui ajoutera 40 kW à la capacité des installations existantes;
- 100 000 dollars pour faire progresser les travaux entourant un projet d'énergie éolienne communautaire à petite échelle, en procédant à des consultations communautaires et à la sélection du site;

- 125 000 dollars pour mettre sur pied un projet de microréseau intelligent en région éloignée, en collaboration avec Ressources naturelles Canada, ce qui pourrait permettre de réduire la consommation de diesel.

Augmenter l'efficience et l'efficacité du gouvernement

Dans un contexte budgétaire de lente croissance de recettes et de pressions accrues sur les coûts, l'incitation à augmenter l'efficacité du gouvernement est plus grande que jamais. Un total de 2,3 millions de dollars sera investi dans les initiatives qui produiront des économies à l'interne ou amélioreront l'efficacité de programmes et services existants. Voici la liste de ces initiatives :

- 489 000 dollars pour financer les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre graduelle du système des dossiers médicaux électroniques ;
- 700 000 dollars pour installer des chaudières à granulés de bois très éconergétiques dans des complexes de logements sociaux;
- 550 000 dollars pour développer la capacité en matière de gouvernance clinique, ce qui comprend les ressources permettant d'obtenir le leadership médical clinique nécessaire, ainsi que l'élaboration, le suivi et la vérification des lignes directrices, des normes et des protocoles sur les pratiques cliniques;
- 472 000 dollars pour financer la première étape de l'établissement d'un réseau territorial de soutien complet visant à améliorer le service d'évacuation sanitaire, afin de s'assurer que l'ensemble des Ténos ont accès à des niveaux de soins de haute qualité semblables;

Investissements 2013-2014 sur l'efficience et l'efficacité du gouvernement (en milliers de dollars)

Améliorations d'efficience

Mise en œuvre des dossiers médicaux électroniques	\$	489	
Efficacité éconergétique des logements sociaux		700	
			\$ 1,189

Améliorations d'efficacité

Développer la capacité en matière de gouvernance clinique	\$	550	
Réseau territorial de soutien pour les évacuations médicales		472	
Cadre décisionnel sur les investissements en planification énergétique		100	
			\$ 1,122
			<u>\$ 2,311</u>

- 100 000 dollars pour élaborer un cadre décisionnel sur les investissements qui intégrera des pratiques exemplaires en matière de prise de décisions au processus d'établissement de budgets relatif à la planification énergétique.

Infrastructures

Le budget des immobilisations 2013-2014, qui a été approuvé le 6 novembre 2012, prévoit des investissements de 93 millions de dollars dans les infrastructures ainsi que de 30 millions de dollars dans des contributions aux infrastructures, dont :

- 28 millions de dollars en méthode de financement préétablie pour les infrastructures communautaires;
- 35,4 millions de dollars pour remplacer et rénover des établissements de santé, dont 18,3 millions de dollars pour l'hôpital H. H. Williams Memorial de Hay River et 5,2 millions de dollars pour remplacer la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus de Behchokò par un établissement de plus grandes dimensions;
- 23,5 millions de dollars pour les routes et les routes d'hiver à l'échelle des TNO;
- 2,1 millions de dollars pour des remplacements et des rénovations dans les écoles, dont 1,1 million de dollars pour la construction du centre pour enfants Children's First à Inuvik;
- 2,1 millions de dollars pour apporter des améliorations aux immobilisations des sentiers et parcs des TNO;
- 12 millions de dollars pour de petits projets d'immobilisations dans l'ensemble des ministères;
- 5 millions de dollars pour le programme d'entretien différé;
- 1,2 million de dollars pour poursuivre le programme du fonds de rénovations des immobilisations, afin d'augmenter l'efficacité éconergétique des édifices existants du GTNO.

Le budget principal des dépenses 2013-2014 comprend aussi 15 millions de dollars pour investir dans le logement, grâce au plan d'immobilisations 2013-2014 de la Société d'habitation des TNO. En tenant compte de l'investissement proposé pour la Société, le total des investissements prévus pour les infrastructures s'élèvera à 138,6 millions de dollars en 2013-2014.

Stratégie budgétaire

La stratégie budgétaire du GTNO repose sur une analyse des tendances des recettes et des dépenses à moyen terme. Elle prévoit dégager des excédents consécutifs pour contribuer à financer au moins la moitié des investissements dans les infrastructures et pour veiller à ce que le GTNO dispose des ressources lui permettant de réagir aux chocs économiques et de soutenir le développement économique.

Contexte et perspectives budgétaires

Le GTNO évolue dans un contexte budgétaire caractérisé par une forte dépendance à l'égard des transferts fédéraux, une assiette fiscale limitée en ce qui a trait à la génération de recettes, et des difficultés particulières pour les dépenses, liées à

l'éloignement géographique ainsi qu'à la petitesse et à l'éparpillement des agglomérations.

Les trois quarts environ des recettes du GTNO proviennent des transferts fédéraux. Les recettes totales sont fortement touchées par des changements aux transferts. La subvention de la formule de financement des territoires est le plus important des transferts fédéraux et représente 70 pour cent des recettes totales du GTNO. Le GTNO a collaboré avec le gouvernement fédéral et les autres territoires aux démarches techniques liées au renouvellement législatif de la formule de financement des territoires du 1^{er} avril 2014. À la réunion des ministres des Finances de décembre 2012, le ministre fédéral des Finances, James Flaherty, a annoncé que la formule visant à combler les écarts sera maintenue jusqu'en 2018-2019 au moins.

Néanmoins, la certitude de la formule de financement des territoires ne change pas le fait que la croissance lente de la population et la réduction des dépenses des autres gouvernements se traduira par une lente croissance des transferts de droits au cours des prochaines années, parce que le calcul de la subvention utilise ces variables pour déterminer le facteur de progression. En fonction de la croissance de 4,8 pour cent en 2013-2014, on prévoit que la subvention de la formule de financement des territoires se maintiendra au même niveau en 2014-2015 et en 2015-2016. Par conséquent, la croissance des recettes totales ralentira et atteindra moins de un pour cent pendant les exercices 2014-2015 et 2015-2016, comparativement au niveau de 2,6 pour cent atteint en 2013-2014.

La croissance plus lente des recettes signifie qu'il sera de plus en plus difficile de générer des excédents à l'avenir. Les pressions qui s'exercent sur les dépenses en raison de l'accroissement des prix, comme les prix grandissants pour le carburant ou les demandes accrues en lien avec les programmes et les services découlant de facteurs comme le vieillissement de la population, continuent d'enrayer la viabilité du plan financier du GTNO.

Limité par sa petite assiette fiscale et son plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral, le GTNO doit faire preuve de vigilance pour que la croissance des dépenses demeure abordable selon la croissance des recettes. Si les recettes ne suivent pas le rythme du coût des activités du gouvernement, les dépenses en immobilisations devront être réduites. Sinon, le GTNO contreviendrait à sa politique de gestion responsable des finances.

Le maintien de la cote de crédit Aa1 du GTNO, que lui a conféré Moody's Investors Service au cours des sept dernières années, est largement redevable à sa politique de gestion responsable des finances et à son niveau d'endettement relativement bas.

Politique de gestion responsable des finances

Le GTNO **EMPRUNTERA** pour des immobilisations, des investissements autopayants et des programmes de prêts remboursables.

Le GTNO **N'EMPRUNTERA PAS** pour les dépenses d'exploitation.

Les investissements dans l'infrastructure seront financés grâce à **au moins 50 % de fonds** générés par des excédents de fonctionnement.

La « **dette abordable** » se définit comme une dette dont les paiements annuels de service de la dette ne dépassent pas 5 % des recettes annuelles totales.

Stratégie budgétaire

Le GTNO reste déterminé à suivre une stratégie budgétaire consistant à gérer la croissance de ses dépenses en fonction de celle de ses recettes, ainsi qu'à respecter la politique de gestion responsable des finances. La stratégie budgétaire exige de dégager des excédents afin de rembourser les emprunts à court terme et de générer assez de fonds pour investir dans de futurs projets d'infrastructures.

Pour veiller à dégager ces excédents de fonctionnement, la stratégie budgétaire consistera désormais à limiter la croissance des programmes et des services existants à 25 millions de dollars en 2014-2015 et à 1,5 pour cent par la suite. Cela permettra au GTNO de commencer à redresser le déficit grandissant en matière d'infrastructures en augmentant de 50 millions de dollars les investissements dans ce domaine en 2014-2015 et en 2015-2016, et en faisant des investissements supplémentaires au tronçon de route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et à la liaison par fibre optique de la vallée du Mackenzie. La stratégie budgétaire assure la réalisation des investissements dans les infrastructures, tout en permettant au GTNO de respecter le plafond d'emprunt de 800 millions de dollars prévu par la législation fédérale.

Le tableau ci-dessous illustre les perspectives à moyen terme du GTNO en fonction des prévisions fiscales actuelles. Les perspectives tiennent compte de tous les éléments de la stratégie budgétaire, y compris le rétablissement de la trésorerie au moyen d'excédents de fonctionnement à court terme et d'investissements stratégiques supplémentaires aux infrastructures en 2014-2015 et en 2015-2016. Les perspectives ne tiennent pas compte des recettes du GTNO dans le domaine de l'exploitation des ressources, qui pourraient augmenter après la mise en œuvre d'une entente définitive de transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources.

La signature d'une entente définitive de transfert des responsabilités et de partage des recettes d'exploitation des ressources ne changera pas les objectifs de la stratégie budgétaire pour ce qui est des dépenses de fonctionnement. Les recettes supplémentaires qui en découleraient serviront à financer des infrastructures stratégiques, à rembourser la dette et à garnir les coffres du Fonds du patrimoine. Le GTNO est déterminé à gérer de manière responsable sa part des recettes de l'exploitation des ressources non renouvelables en ne la consacrant pas au fonctionnement courant du gouvernement.

Perspectives à moyen terme (en millions de dollars)

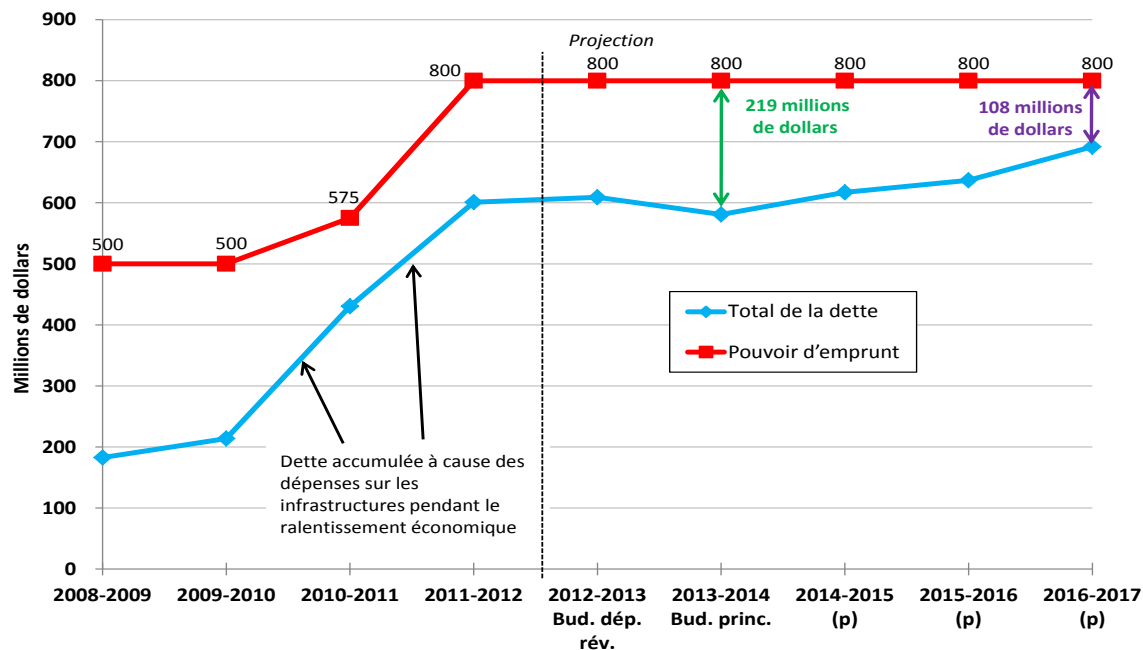
	Réels 2011-2012	Budget des dépenses révisé 2012-2013	Budget principal des dépenses 2013-2014	Projection 2014-2015	Projection 2015-2016	Projection 2016-2017
Recettes	1,401	1,569	1,609	1,619	1,635	1,665
Dépenses	(1,400)	(1,470)	(1,496)	(1,536)	(1,566)	(1,607)
Excédent de fonctionnement (déficits)	1	99	113	83	69	58
Dépenses en immobilisations nécessaires	145	132	134	168	161	140
Excédent de trésorerie accumulé (déficit) au 31 mars	(164)	(164)	(143)	(191)	(209)	(219)
Total de la dette garantie ¹	(250)	(258)	(251)	(239)	(241)	(245)
Dette à long terme ²	(187)	(188)	(187)	(187)	(187)	(228)
Total de la dette	(601)	(609)	(581)	(617)	(637)	(692)
Limite d'emprunt autorisée	800	800	800	800	800	800
Capacité d'emprunt disponible	199	191	219	183	163	108

¹ Comprend la Société d'énergie des TNO, la NWT Energy Corporation et la Société d'habitation des TNO.

² Comprend la dette contractée pour financer la construction du pont dans le Deh Cho et l'administration scolaire confessionnelle publique de district de Le total peut ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels, car il a été arrondi.

Après 2015-2016, le plan d'amélioration aux infrastructures ne sera pas viable sans recettes supplémentaires. Au 31 mars 2014, le GTNO prévoit des possibilités d'emprunt de 219 millions de dollars selon le plafond territorial d'emprunt. En raison des investissements accrus dans les infrastructures au cours des deux prochains exercices, ces possibilités diminueront à 163 millions de dollars au 31 mars 2016. Pour s'assurer de disposer un pouvoir d'emprunt de 108 millions de dollars d'ici la fin de 2016-2017, les investissements dans les infrastructures devront être réduits durant cet exercice.

Total de la dette et pouvoir d'emprunt (en millions de dollars)



Note : Une portion de l'augmentation de la dette entre 2010-2011 et 2011-2012 reflète la modification apportée à la définition de l'emprunt qui a augmenté le plafond d'emprunt des TNO, fixé à 800 millions de dollars le 8 mars 2012.

Risques pour les perspectives à moyen terme

Les risques encourus dans les perspectives à moyen terme peuvent toucher tant les recettes que les dépenses. Étant donné que la formule de financement des territoires représente environ 70 pour cent des recettes totales du GTNO, son adaptabilité aux changements de situation budgétaire du GTNO est cruciale pour la stabilité générale des recettes. Une autre portion des recettes du GTNO, soit 6 pour cent, émane d'autres transferts fédéraux qui ne varient pas beaucoup. Toutefois, les recettes autonomes, qui représentent environ 24 pour cent des recettes totales, sont touchées à des degrés de variabilité différents. Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur le salaire et de la taxe sur le carburant peuvent varier grandement, sans grande influence de la situation économique sous-jacente. Même si la formule de financement des territoires s'adapte avec le temps à des changements de recettes autonomes, la réaction n'est pas immédiate et ne comble pas entièrement l'écart de recettes autonomes.

À long terme, la stagnation continue de la croissance de la population des TNO ou la réduction des dépenses des gouvernements provinciaux et des administrations locales entraînent des risques pour la croissance de la subvention de la formule de financement des territoires, qui pourrait faire l'objet d'une légère augmentation en 2016-2017.

Les chocs sur les dépenses à court terme sont habituellement causés par des catastrophes naturelles comme une inondation ou un incendie, ou des chocs de prix d'intrants comme le carburant diesel. Le GTNO examine les tendances historiques des dépenses et ajuste les allocations au besoin afin d'améliorer la planification des dépenses. Par exemple, au début de 2013-2014, on a ajouté 2,5 millions de dollars au

budget de la lutte contre les incendies après avoir comparé les dépenses antérieures de la lutte contre les incendies par rapport aux montants alloués dans les budgets, ce qui a mis à jour des insuffisances budgétaires constantes.

Les tendances à la hausse des pressions sur les dépenses à long terme sont principalement associées au vieillissement de la population, à la dépendance à l'égard de ressources non renouvelables pour l'énergie et le chauffage, ainsi qu'à des attentes à l'égard des normes améliorées en matière de programmes et de services.

Bilan des opérations

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2013-2014	Budget des dépenses révisé 2012-2013	Budget principal 2012-2013	Réels 2011-2012
RECETTES	1,609,354	1,569,067	1,524,382	1,401,411
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Rémunération et avantages sociaux	306,660	301,318	294,183	295,300
Subventions et contributions	703,743	689,211	682,561	640,109
Autres dépenses	374,896	381,505	361,761	363,201
Amortissement	81,525	74,107	72,676	66,976
TOTAL DES DÉPENSES À ÊTRE VOTÉES	1,466,824	1,446,141	1,411,181	1,365,586
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) AVANT AJUSTEMENT	142,530	122,926	113,201	35,825
CONTRIBUTIONS À L'INFRASTRUCTURE	(29,931)	(38,866)	(28,852)	(34,226)
Profit net (perte) du Fonds de stabilisation des produits pétroliers	-	-	-	(281)
BESOINS SUPPLÉMENTAIRES	(20,000)	-	(20,000)	-
ÉCARTS D'AFFECTATION ESTIMÉS	20,000	15,000	10,000	-
TRAVAUX EFFECTUÉS POUR D'AUTRES				
Recouvrement	60,025	65,310	58,839	67,825
Dépenses	(60,025)	(65,310)	(58,839)	(67,825)
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) POUR L'EXERCICE	112,599	99,060	74,349	1,318
EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	877,342	778,282	743,280	776,964
EXCÉDENT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	989,941	877,342	817,629	778,282

Résumé des recettes

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2013-2014	Budget des dépenses révisé 2012-2013	Budget principal 2012-2013	Réels 2011-2012
SUBVENTION DU CANADA	1,121,244	1,070,023	1,070,023	996,143
PAIEMENTS DE TRANSFERTS	101,000	95,128	96,854	101,952
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	98,107	100,812	90,441	72,505
Impôt des sociétés	88,034	105,868	74,976	22,660
Taxe sur le tabac	16,591	16,686	17,326	17,108
Taxe sur le carburant	18,456	18,348	16,586	18,851
Charges sociales	43,180	41,345	41,488	39,662
Impôt foncier et taxes scolaires	25,953	25,476	25,440	24,738
Taxe d'assurance	4,445	4,400	4,400	4,505
	294,766	312,935	270,657	200,029
RECETTES GÉNÉRALES				
Recettes nettes des fonds renouvelables	25,226	25,082	24,896	24,626
Recettes de règlements	20,583	17,272	15,976	16,401
Revenus de placements	1,123	2,183	2,219	2,536
	46,932	44,537	43,091	43,563
AUTRES RECOUVREMENTS				
Bail	3,724	3,599	3,599	4,046
Service	256	443	443	633
Programme	21,591	22,549	19,911	29,508
Produits de base, vente d'actifs et autre	589	610	610	2,323
Recouvrement de dépenses d'exercices antérieurs	3,000	3,000	3,000	7,483
	29,160	30,201	27,563	43,993
SUBVENTIONS EN NATURE	593	635	635	762
CAPITAL				
Apport de capital différé	15,659	15,608	15,559	14,969
RECETTES TOTALES	1,609,354	1,569,067	1,524,382	1,401,411

Résumé des dépenses de fonctionnement par ministère

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2013-2014	Budget des dépenses révisé 2012-2013	Budget principal 2012-2013	Réels 2011-2012
Assemblée législative	18,239	18,549	18,508	19,265
Exécutif	20,464	22,961	22,862	14,578
Ressources humaines	42,099	42,994	42,796	42,123
Affaires autochtones et Relations intergouvernementales	7,416	7,354	7,304	7,395
Finances	156,278	143,988	142,121	107,218
Affaires communautaires et municipales	98,786	95,826	95,533	91,842
Travaux publics et Services	104,505	97,767	93,682	93,531
Santé et Services sociaux	363,856	355,794	349,926	360,217
Justice	116,759	114,534	113,674	106,736
Éducation, Culture et Formation	299,611	290,209	289,107	288,409
Transports	117,011	120,641	120,415	111,922
Industrie, Tourisme et Investissement	50,235	50,134	49,560	50,308
Environnement et Ressources naturelles	71,565	85,390	65,693	72,042
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1,466,824	1,446,141	1,411,181	1,365,586

Résumé des investissements dans les infrastructures par ministère

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2013-2014	Budget des dépenses révisé 2012-2013	Budget principal 2012-2013	Réels 2011-2012
Immobilisations corporelles				
Assemblée législative	-	728	640	109
Ressources humaines	300	300	300	923
Finances	-	1,674	1,008	542
Affaires communautaires et municipales	-	-	-	-
Travaux publics et Services	24,536	17,870	11,241	13,032
Santé et Services sociaux	36,381	48,313	36,189	15,947
Justice	799	1,679	702	991
Éducation, Culture et Formation	1,276	24,750	12,895	43,424
Transports	26,250	101,728	29,625	87,429
Industrie, Tourisme et Investissement	2,060	1,305	1,241	1,033
Environnement et Ressources naturelles	1,861	2,763	1,524	1,608
Total des immobilisations corporelles	93,463	201,110	95,365	165,038
Contributions à l'infrastructure				
Affaires communautaires et municipales	28,002	37,869	28,002	33,513
Santé et Services sociaux	-	-	-	-
Éducation, Culture et Formation	1,929	997	850	713
Transports	-	-	-	-
Contributions à l'infrastructure	29,931	38,866	28,852	34,226
TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURE	123,394	239,976	124,217	199,264

Résumé des flux de trésorerie

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses 2013-2014	Budget des dépenses révisé 2012-2013	Budget principal 2012-2013	Réels 2011-2012
OPÉRATIONS DE FONCTIONNEMENT				
Argent reçu :				
Gouvernement du Canada	1,213,273	1,159,280	1,163,056	1,098,095
Autres recettes	366,040	387,651	326,982	303,316
	1,579,313	1,546,931	1,490,038	1,401,411
Argent versé :				
Dépenses de fonctionnement	(1,414,420)	(1,393,258)	(1,376,467)	(1,432,562)
Projets réalisés pour d'autres	(2,000)	(13,000)	(13,000)	81,684
Argent reçu (dépensé) pour des opérations de fonctionnement	162,893	140,673	100,572	50,533
OPÉRATIONS DE CAPITAL				
Dépenses en immobilisations (exercice courant)	(128,829)	(125,367)	(125,861)	(165,261)
Dépenses en immobilisations (exercice précédent)	(5,483)	(7,006)	(7,050)	-
Apports de capital reçus et différés	-	-	-	17,316
Argent reçu (dépensé) pour des opérations de capital	(134,312)	(132,373)	(132,911)	(147,945)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	(4,200)	(4,200)	(4,200)	(506)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(3,547)	(3,390)	(1,000)	63
ÉCART POSITIF (NÉGATIF) EN ARGENT ET ÉQUIVALENTS	20,834	710	(37,539)	(97,855)
Argent et équivalents au début de l'exercice	(163,625)	(164,335)	(178,237)	(66,480)
ARGENT ET ÉQUIVALENTS À LA FIN DE L'EXERCICE	(142,791)	(163,625)	(215,776)	(164,335)

Résumé de la dette et capacité d'emprunt estimée

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2013-2014	Budget des dépenses révisé 2012-2013	Budget principal 2012-2013	Réels 2011-2012
DETTE À COURT TERME				
GTNO	142,791	163,625	215,776	164,335
Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest	8,000	9,000	3,000	16,351
	150,791	172,625	218,776	180,686
DETTE À LONG TERME DU GTNO				
Pont de Deh Cho - Obligations à rendement réel	181,600	180,556	179,129	179,613
Société canadienne d'hypothèques et de logement	802	867	867	930
DETTE DES ORGANISMES PUBLICS				
Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest	188,821	191,135	191,434	189,305
Société d'habitation des TNO	11,525	12,245	12,358	12,875
Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife	2,979	3,609	4,992	4,230
TOTAL DE LA DETTE	536,518	561,037	607,556	567,639
OBLIGATIONS LIÉES À DES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION				
GTNO	1,915	2,238	2,119	2,815
Société d'habitation des TNO	2,755	3,729	3,729	4,667
Autres organismes publics	-	-	-	-
Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest	19,226	19,631	19,472	20,003
GARANTIES DE PRÊT				
Société d'habitation des TNO	27,550	29,406	28,321	31,105
TOTAL DE L'EMPRUNT BRUT SELON LES NORMES VISANT L'EMPRUNT	587,964	616,041	661,197	626,229
MOINS :				
FONDS D'AMORTISSEMENT VISÉS PAR UNE AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE				
Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	(7,199)	(6,592)	(6,592)	(25,052)
EMPRUNTS TERRITORIAUX	580,765	609,449	654,605	601,177
PLAFOND D'EMPRUNT TERRITORIAL	800,000	800,000	800,000	800,000
POUVOIR D'EMPRUNT DISPONIBLE AUX FINS DE PLANIFICATION BUDGÉTAIRE	219,235	190,551	145,395	198,823

TAUX DE TAXES ET D'IMPOSITION PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX AU 1^{ER} JANVIER 2013

	Taux PIT maximal combiné ^(a) (%)	Taxe de vente au détail (%)	Taxe sur les carburants ^(b)		Taxe sur le tabac sur les cigarettes ^(c) (\$ par carton)	Charges sociales ^(d) (%)	Impôt des sociétés		Impôt sur le capital des institutions financières (%)
			Essence (¢ par litre)	Diesel (¢ par litre)			Petites (%)	Grandes (%)	
Territoires du Nord-Ouest	43.05	-	10.70	9.10	57.20	2.00	4.0	11.5	-
Nunavut	40.50	-	6.40	9.10	50.00	2.00	4.0	12.0	-
Yukon	42.40	-	6.20	7.20	42.00	-	4.0	15.0	-
Colombie-Britannique	43.70	7.0	21.17	22.67	37.00	-	2.5	10.0	-
Alberta	39.00	0.0	9.00	9.00	40.00	-	3.0	10.0	-
Saskatchewan	44.00	5.0	15.00	15.00	42.00	-	2.0	12.0	3.25
Manitoba	46.40	7.0	14.00	14.00	50.00	2.15	0.0	12.0	3.0
Ontario	49.53	8.0	14.70	14.30	24.70	1.95	4.5	11.5	-
Québec	48.22	9.5	18.20	19.20	25.80	4.26	8.0	11.9	-
Nouveau-Brunswick	43.30	8.0	13.60	19.20	34.00	-	4.5	10.0	4.0
Nouvelle-Écosse	50.00	10.0	15.50	15.40	43.04	-	3.5	16.0	4.0
Île-du-Prince-Édouard	47.37	10.0	15.80	20.20	50.80	-	1.0	16.0	5.0
Terre-Neuve	42.30	8.0	16.50	16.50	38.00	2.00	4.0	14.0	4.0
Moyenne pondérée ^(e)	46.74	7.2	15.72	16.14	30.83	1.85	4.6	11.4	0.5

Notes :

(a) Plus hauts taux d'imposition du revenu des particuliers fédéral-provincial/territorial combinés, en vigueur pour l'année d'imposition 2013.

(b) Le taux de taxe sur l'essence aux fins non routières est de 6,4 cents le litre aux TNO. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur le carburant comprennent une taxe sur les émissions carboniques et sont en vigueur dans les régions situées à l'extérieur de Victoria et du Lower Mainland. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur les émissions carboniques sont uniformes à l'échelle de la province; toutefois, les taux de taxe sur l'essence sont différents d'une région à l'autre. Les taux de taxe sur l'essence varient d'une région à l'autre au Québec.

(c) Colombie-Britannique, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac.

(d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent de l'impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises, ou les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.

(e) La moyenne est pondérée selon les populations provinciale ou territoriale au 1er juillet 2012.